

A LA S.N.C.F.

Le trafic risque d'être perturbé du 1<sup>er</sup> au 4 octobre

LIBRE PAGE 40

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,80 F; Tunisie, 1,20 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,80 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 10  
S. RUE DES ITALIENS  
75002 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 6297-23 Paris  
Télégramme Paris n° 63672  
Tél. : 246-72-23

## BULLETIN DE L'ÉTRANGER

### La dégradation des rapports américano-soviétiques

A la veille de la traditionnelle rencontre à New-York du secrétaire d'Etat américain et du ministre soviétique des affaires étrangères, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, le discours prononcé par M. Brejnev à Bakou a confirmé la dégradation continue des relations entre Moscou et Washington. Sans doute le secrétaire général du P.C. soviétique n'a-t-il pas mis directement en cause le président Carter ou son administration, mais il a fait des omissions transparentes à certains collaborateurs du chef de l'exécutif américain — dont M. Zbigniew Brzezinski, son conseiller pour les affaires de sécurité. M. Brejnev est allé jusqu'à parler de « provocations ». Il ne s'agit pas d'une brouille passagère dictée par la conjoncture ; le ton pessimiste du discours de Bakou reflète un nouvel état d'esprit. Malgré les professions de foi renouvelées en faveur de la détente et de la coexistence pacifique, les dirigeants de Moscou s'interrogent sur l'avenir de cette politique. Dans un pays où les termes des discours sont pesés avec soin, il n'est pas indifférent de noter qu'après avoir été qualifié de « complémente », la tradition internationale est maintenant jugée « agressive ».

« Je ne le vois pas », a dit M. Brejnev à Bakou de « jouer la carte chinoise » et « penser les alliés des États », notamment le Japon, à en re actant. Or, depuis toujours, ce raisonnement n'est plus qu'un ruse. Ceux qui attendaient du discours de M. Brejnev à Bakou des indications sur la façon dont l'U.R.S.S. entend réagir à l'aggravation de la situation internationale se sont vus déçus. La répétition avec une belle conscience des formules consacrées « ont même donner l'impression — sans doute trompeuse — d'un passage à vide » de la politique étrangère soviétique. Depuis quelques mois, l'U.R.S.S. a eu plus de raisons d'inquiétude que de sujets de satisfaction, mais sa diplomatie n'est pas pour autant inactive. En un mois elle a reçu trois ministres des affaires étrangères (Yrie, Grèce, Inde), le chef de l'Etat finlandais et M. Fidel Castro. Le président syrien Assad est venu dans les prochains jours pour préparer la riposte commune de l'U.R.S.S. et du Front de libération au « marché séparé » arabo-egyptien. M. Gromyko a écrit enfin à se rendre à Paris, sans doute vers la fin du mois d'octobre, pour relancer les relations avec la France, qui devraient s'améliorer, s'il est vrai que leur état varie en fonction vers des rapports soviéto-américains.

## Les relations franco-malgaches

### La visite du président Ratsiraka amorce une normalisation

Soumis à de nombreux aléas depuis la disparition du président Tsiranana de la scène politique, en mai 1972, les relations franco-malgaches sont en voie de normalisation. Hôte de M. Giscard d'Estaing depuis le dimanche 24 septembre, M. Didier Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, qui a déjeuné lundi à l'Élysée où il a eu un premier entretien avec le président de la République, rencontrera de nouveau celui-ci mercredi après-midi. M. Ratsiraka et les six ministres qui l'accompagnent regagneront en principe Antananarivo vendredi.

L'échange de toasts qui eut lieu à la fin du déjeuner de lundi a été empreint d'une grande franchise, qui donne le ton des conversations franco-malgaches. C'est ainsi que M. Ratsiraka a fait allusion, en termes à peine voilés, au coup d'Etat des Comores de mai dernier « par l'entremise, a-t-il dit, de professionnels de la basse besogne et selon le tactique du fait accompli ». Cependant, de part et d'autre, il y a une volonté d'aboutir. Les conversations économiques et financières en cours sont d'ores et déjà en bonne voie. Un accord est intervenu notamment sur l'indemnisation des anciens propriétaires d'une importante usine de textile nationale. L'île de Mayotte et de la Banque nationale de Paris (B.N.P.), qui dénaient d'importantes intérêts à Madagascar.

Sur le plan politique, d'autre part, M. Ratsiraka semble convaincu désormais que Paris ne souhaite pas utiliser l'île de la Réunion pour procéder à des opérations de « déstabilisation » dans les archipels de l'Océan indien. Or, en tout cas, de part et d'autre, évité d'aborder quelques questions trop épineuses comme le cas de Mayotte, dont le gouverne-

ment de Moroni exige toujours la réintégration dans l'Etat comorien et celle des îles éparses. Ces dernières, dispersées à travers le canal de Mozambique — Tromelin, Glorieuses, Juan-de-Nova, Europe et Basas-de-Inde — font, en effet, l'objet de revendications territoriales de la part du gouvernement d'Antananarivo. La presse de la capitale malgache, qui souligne la volonté de décepiation présidentielle aux conversations en cours, estime que le voyage du président Ratsiraka à Paris « ouvre une nouvelle page historique dans les relations franco-malgaches ». — Ph. D.

(Lire nos informations page 3.)

LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

### La sanglante répression au Nicaragua a renforcé la haine de la population à l'égard du régime

par Alain-Marie Carron

LE DÉBAT AU SEIN DE LA GAUCHE

(Lire la suite page 2.)

## L'élargissement de la C.E.E.

- Le P.S. pose des conditions préalables
- Le R.P.R. estime qu'il faut « surseoir à toute décision »

Les députés et les sénateurs socialistes se réunissent mercredi 27 septembre à Montpellier pour discuter de la position du P.S. face à l'élargissement de la C.E.E. Un rapport élaboré par M. Georges Sutra, l'un des animateurs de la commission agricole du P.S., est soumis aux parlementaires socialistes. Ce document, qui a obtenu l'agrément du bureau exécutif du parti, pose plusieurs conditions préalables à l'entrée de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans la Communauté (lire page 8).

De son côté, M. Jacques Chirac, de retour d'un voyage en Chine, a adressé mardi 26 septembre à tous les responsables de fédérations et de circonscriptions du R.P.R. une lettre contenant des « éléments de discussion et de réflexion » sur les élections à l'Assemblée européenne. Ce document qui doit servir de base aux travaux des instances locales du mouvement avant le congrès extraordinaire consacré à cette question demande l'adoption d'une « clause de sauvegarde » avant les prochaines élections européennes pour dissiper toute ambiguïté sur le pouvoir. Le Parlement européen, M. Chirac estime également qu'il faut surseoir à toute décision en matière d'élargissement de la C.E.E.

Dans cette lettre, le président du R.P.R. rappelle ses précédentes déclarations, et notamment celles qu'il avait faites à la tribune de l'Assemblée nationale, à l'occasion d'un « fameux débat » consacré à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel (les 14 et 15 juin). M. Chirac avait alors jugé « singuliers » la volonté de s'engager dans un tel processus électoral, alors que « la construction de la Communauté, loin de se consolider, ne cessait de régresser depuis 1974 ». Il avait estimé que « l'important au plan communautaire » était plutôt « d'assurer une meilleure protection de nos industries et de nos travailleurs ».

(Lire la suite page 9.)

## La construction de l'Airbus

Paris est favorable à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le consortium

Pour la sixième fois depuis sa nomination au gouvernement, le ministre français des transports, M. Joël Le Theule, reçoit ce mardi 26 septembre, à Paris, M. Eric Varley, le ministre britannique chargé des problèmes aéronautiques au sein du cabinet travailliste. Cette rencontre devrait permettre à la France de proposer au Royaume-Uni les grandes lignes d'un accord européen sur la construction de l'Airbus.

Après son entrevue la semaine dernière avec des dirigeants de la République fédérale d'Allemagne, qui est associée à la fabrication du moyen-courrier européen Airbus, M. Le Theule est en mesure, au nom du gouvernement français, de proposer au Royaume-Uni les grandes lignes d'un accord européen sur la construction de l'Airbus.

Cet organisme a vu le jour en décembre 1970 sous la forme d'un groupement d'intérêt économique (G.I.E.) de droit français, dénommé Airbus Industrie, et réunissant à parts égales la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.S.) et Deutsche Airbus, elle-même filiale des sociétés allemandes Messerschmitt-Boelkow-Blom et V.F.W.-Fokker. La société espagnole Casa s'est jointe à cet organisme en avril 1972. La société britannique Hawker-Siddeley ne fait pas partie du G.I.E. mais elle est considérée comme un sous-traitant privilégié. Reprise par British Aerospace Corp. depuis la nationalisation des industries de cellules d'avions par le gouvernement britannique, la firme singlaise a des observateurs au conseil de surveillance du G.I.E. et elle fournit un nombre appréciable de cadres.

(Lire la suite page 14.)

### Les quatre « D »

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (\*)

Il y a un an, c'était la rupture des négociations d'actualisation du programme commun. Il y a six mois, c'était l'échec des législatives. Depuis, la gauche n'a fait inlassablement l'objet de procès des élections perdues. En dressant et redressant la liste des griefs d'ordre interne. Mais en oubliant que si elle a beaucoup déçu par sa démission, elle a parfois déçu aussi par le contenu même de son projet. Etait-il assez novateur ? Assez adapté aux courants et aux attentes de ce temps ?

(\*) Vice-président du Mouvement des radicaux de gauche.

### Parler plus vrai..

par PAUL QUILÉS et CLAUDE WILQUIN (\*)

« Jeunes » députés socialistes, comme l'on dit dans les réunions, probablement plus intensément que d'autres la nécessité de faire évoluer la politique. Mais que l'on entende bien ! Nous ne souhaitons pas voir uniquement le langage ou le style politique changer — M. Giscard d'Estaing a montré tout son talent dans ce domaine. — nous voulons participer à une transformation profonde du rapport entre les citoyens et la politique. C'est aussi pour cela que nous sommes socialistes, membres du courant parti né au congrès d'Épinay, qui s'est donné un projet autogestionnaire.

(\*) M. Paul Quilés est député de Paris et Claude Wilquin est député de Pas-de-Calais et délégué national du courant socialiste aux problèmes de la mer.

## MODIANO

Rue des boutiques obscures

« Que reste-t-il d'une vie ?... Ce néant de notre trace sur terre, cette buée, que suggère la Rue des boutiques obscures, avec une économie, une maîtrise, qui en font le plus nécessaire des romans de Modiano. »

Bertrand Poirot-Delpech  
Le Monde

GALLIMARD

## AU JOUR LE JOUR

### Recours aux sorciers

Éprouvés par l'immensité des besoins en matière de santé dans les pays dits en développement et par la modicité de ses ressources, l'Organisation mondiale de la Santé a décidé d'initier des guérisseurs et les sorciers. Leur pouvoir traditionnel ne doit être mis au service de la vérité scientifique.

Heureux malade ! Heureux sorcier ! Fiers de cette consécration officielle, ceux-ci consentiront à ajouter à leurs gris-gris et amulettes quelques gouttes ou comprimés, venus de l'autre ciel.

Peut-être nos politiques et économistes pourraient-ils s'inspirer de cet exemple et, cessant de proclamer que leur tâche est d'apaiser les tempêtes, trouver des hommes capables de faire disparaître l'ouragan de leurs pitules, si peu dorées.

ALFRED SAUVY.

## MIRO DESSINATEUR

### L'esprit et le corps

Avant de se mettre à peindre, Miro dessine. Longtemps. Chez lui, de la couleur. Souvent un griffon devant une peinture, mais il arrive aussi qu'il n'aboutisse à rien et reste confiné dans son petit espace de papier. Cette exposition, à l'occasion de son quatre-vingt-cinquième anniversaire, en n'avait jamais pensé à la faire, car le dessin, pour Miro, n'est pas une fin en soi, mais un travail préparatoire.

Pour la première fois à Paris, après les « Carnets catalans » publiés par Gaëtan Picon, on montre une part de cette activité secrète de Miro, son travail de laboratoire et de recherche. Dès que Miro s'est découvert en tant que peintre, au début des années 20, il n'a cessé, jour après jour, de faire du dessin l'instrument approprié pour donner corps aux idées qui lui traversent l'esprit. Qu'une image passe, il la saisit. Vite un crayon, un crayon ; il o la forme d'un triangle, puis d'un ballon surmonté d'une petite tête et trois poils, les yeux pochés d'un trait.

Miro a une règle : tout noter (indications techniques, couleurs, dates) et tout conserver. Depuis 1901 — il a commencé à dessiner jeune — les petits papiers de Miro, c'est sa banque d'idées. De temps à autre, il fouille dans ses cartons, en feignant d'y mettre un peu d'ordre, tombe sur une « trouvaille » ancienne d'il y a vingt, trente ans. En quelque sorte, il le redécouvre, avec intérêt, et pense qu'il pourrait bien en faire un tableau. C'est ainsi qu'à l'origine de chaque peinture il y a un dessin, et de chaque dessin une idée, une forme.

Mais avant qu'il ne découvre ce chemin de liberté créatrice, quel long parcours. Car le jeune Miro était un cas de maladresse. Ce sont peut-être ses efforts pour mieux exprimer ce qu'il avait à dire qui lui ont permis d'atteindre cette grâce du graphisme où la maîtrise se mêle à la gaucherie.

JACQUES MICHEL

(Lire la suite page 20.)

مكتبة النهر

POLITIQUE

LES QUATRE « D »

(Suite de la première page.) Cette société de malaise se définit surtout par quatre aspects : la démesure, l'uniformité, la centralisation et, finalement, l'inhumanité. A la gauche nouvelle, donc, de proposer quatre antidotes, qu'on pourrait dénommer les « quatre D » : dimension humaine, diversité, décentralisation, droits de l'homme.

Dimension humaine

Dimension humaine, car les structures sont devenues trop grandes. Mégapoles, multinationales, superbureaux : partout c'est la démesure. Rien n'est plus à l'échelle de l'homme, qui se sent perdu, laminé, écrasé. Simple petit rouage d'une immense machine.

Alors sans proclamer « Small is beautiful », comme Ernst Schumacher (1) et certains radicaux anglo-saxons, il faut tout de même pratiquer l'apolitimation, retrouver le sens de la mesure et redessiner une société à hauteur d'homme.

On le voit, en freinant l'exode vers les très grandes concentrations urbaines, sources de violences et de nuisances. En favorisant davantage la « ville moyenne », ce foyer de convivialité et ceux qui veulent « vivre au pays ». En incitant réellement à créer sur place des entreprises nouvelles et surtout des P.M.E. ces entreprises à dimension humaine.

Ce redimensionnement de nos activités devrait inspirer l'action publique de façon bien plus dynamique et volontariste. Qu'il

s'agisse des nombreux ministères concernés (économie, industrie, travail, etc.) ou d'autres organismes, comme le D.A.T.A.R. ou le P.I.A., surtout à l'heure de la révision du VII<sup>e</sup> Plan.

Diversité

La seconde orientation serait diversité. Diversité à reconquérir. Car, pour fonctionner, les organisations gigantesques préfèrent que leurs éléments de base — c'est-à-dire les individus — soient standardisés et interchangeables. Elles préfèrent que chacun soit pareil à chacun. Banalité, calibré, programmé.

La gauche nouvelle refuse une France sans âme et sans couleur, qui serait passée au rouleau compresseur de l'uniformité. Elle veut, au contraire, l'épanouissement des différences. Elle se veut pour les groupes minoritaires. Elle se veut pour les cultures régionales de l'Occident et la Bretagne, sans caporalisme culturel de l'Etat central.

Pourquoi imposer le même carcan uniforme de Quimper à Bagnac de Calais à Bayonne ? Il est sain que — dans le respect de l'unité nationale — une région souhaite affirmer sa tradition et sa culture, qui forment sa personnalité propre, sa vérité singulière.

Ce droit à l'identité régionale doit pouvoir s'exercer. Par la liberté accrue des stations régionales de F.R. Par la création d'antennes locales confiées à des collectivités territoriales. Par l'autonomie accrue des univer-

sités, qui permettrait d'enseigner l'histoire, les civilisations, les langues et dialectes locaux.

D'une manière générale, la gauche nouvelle doit être une gauche expérimentatrice. Favorisant la diversité des expériences non conformistes : écoles nouvelles, radios locales, habitat communautaire, etc. Cette stratégie d'expérimentation partira, bien sûr, de la base. Car le troisième principe, c'est : décentralisation.

Décentralisation

Décentralisation, car nous sommes les grands appareils centraux avides de tout régir, anxieux de tout régler, d'en haut. Les des « petits chefs » et des grands maîtres, pas de l'Etat obèse, qui recroqueville la société civile d'un pesant carcan, d'une chape de plomb. Qui ne le voit ? La gauche de mars 1978 a décapé le caractère étatique de son projet.

La gauche nouvelle doit donc remettre l'Etat à sa place, et la démocratie à l'endroit. Elle doit faire exister une vraie démocratie quotidienne et locale — une démocratie de la base et non plus du sommet. Loin de bâtir de nouvelles casernes du pouvoir. Il faut ranimer ces petites unités que sont la commune et la région.

Ainsi, la région, simple échelon technocratique, doit devenir un nouvel espace démocratique. Une nouvelle collectivité territoriale. Avec une assemblée élue au suffrage universel direct et un exécutif issu de cette assemblée. Avec de vraies ressources et de vraies compétences. Pour assurer efficacement le développement économique et social, la mise en place et la gestion des équipements collectifs. Pour jouer un rôle moteur dans la lutte contre le chômage.

Droits de l'homme

Démocratie vivante, démocratie humaine. Le dernier et principal impératif, c'est : droits de l'homme. Car comment rester étranger à ce vaste mouvement qui ébranle l'opinion publique internationale ?

Jamais la droite n'a été le promoteur ni même le défenseur des droits de l'homme. Alors, ses grands silences ou ses petites lâchetés peuvent attirer. Ils n'étonnent pas. Mais la gauche, elle ne peut se taire, si elle veut rester elle-même.

Quand notre pays devient le troisième vendeur mondial d'armement, quand il exporte la mort vers des peuples affamés, comment la gauche peut-elle se taire ?

Quand, au Cambodge, les victimes du nouveau pouvoir se comptent par centaines de milliers, comment la gauche peut-elle se taire ?

Quand les maîtres du goulag précipitent les dissidents dans des salles psychiatriques, quand ils assument l'opposition et maldé mentale, comment la gauche peut-elle se taire ou balbutier seulement quelques timides reproches ?

Quand les prisons d'Argentine renferment d'innombrables prisonniers politiques, comment la gauche a-t-elle pu admettre, au

(1) Ernst F. Schumacher, Small is beautiful, Souff, 1978.  
(2) Cf. R.-G. Schwartzberg, « Libertés nouvelles », le Monde des 8-10 et du 11 janvier 1978.

nom du football, qu'on juxtapose le stade et la salle de torture, la fête des uns et le sang des autres ?

La gauche officielle serait-elle devenue la gauche à respectueuse, la gauche révérencieuse envers tout pouvoir établi, même couvert de sang et de galons ? Serait-elle devenue sourde au malheur des hommes ? Aurait-elle perdu la voix de Zola, la voix de Jaurès ?

Pourtant, rien n'est pire que le silence. Parce que, si on se tait, on consent. Parce que, à force de se taire, on perd un jour le droit à la parole. Et la liberté. Alors, la gauche ne sera pas la gauche tant qu'elle ne parlera pas haut et fort pour la communauté des hommes, dans ce monde glacé et funèbre.

Un changement radical

Il serait dérisoire de prétendre que ces quatre aspirations — dimension humaine, diversité, décentralisation, droits de l'homme — soient le monopole de telle ou telle organisation. Car elles sont sans doute largement partagées par plusieurs forces de gauche, déjà au travail et déjà en mouvement.

C'est vrai du M.R.C., qui, dès son congrès de La Rochelle de 1977, a voulu dépasser le simple renouveau des modes, pour dégager des « libertés nouvelles » (2), gages d'un changement vraiment « radical ». C'est vrai des forces politiques et syndicales qui refusent le social-bureaucratisme, développent un projet socialiste autogestionnaire et décentralisé. C'est vrai des associations, des groupements de base ou des communautés, qui expérimentent d'autres modes de vie et de relations.

Tous ces groupes ont les mêmes ambitions. Revivifier la civilisation humaine, aujourd'hui dégragée par l'internationalisme technocratique. Arracher l'indépendance aux grands appareils de domination, qui ont transformé l'homme en matière première de l'économie ou de l'histoire. Et soustraire celui-ci à la manipulation par la « sainte-alliance » des pouvoirs.

Il s'agit, au fond, de réintroduire dans le champ de la politique quelques valeurs. La liberté, la compassion. Et, peut-être, l'espoir. C'est peut-être beaucoup, mais la politique sans la morale, ce n'est certainement rien.

ROGER-GÉRARD SCHWARTZBERG.

PARLER PLUS VRAI...

(Suite de la première page.)

De quoi s'agit-il ? D'affrontement entre deux hommes ? Il ne semble pas, puisque François Mitterrand reconnaît volontiers les qualités de l'« élite » et que celui-ci n'a jamais contesté le rôle historique de rassembleur de la gauche chez des socialistes du premier secrétaire actuel du parti socialiste.

D'affrontement entre deux lignes politiques ? Mais Michel Rocard est membre du secrétariat national et du bureau exécutif du P.S. ; à aucun moment, il n'a élevé la voix pour dénoncer la politique suivie par son parti et à laquelle il a été constamment et directement associé.

D'affrontement entre deux styles ? C'est possible, mais il possède effectivement un style propre, mais si la divergence ne provient que de là, pourquoi tant de bruit, pourquoi tant de sous-entendus ?

Alors, puisque certains proches de Michel Rocard souhaitent que le débat a transpire lors du P.S. du 23 septembre, nous voudrions à notre tour, reprendre les paroles de Michel Rocard à Europe 1, le 17 septembre, le soir où il a parlé plus vrai, plus près des faits... mais sans rien cacher.

Pour nous, en effet : « Parler plus près des faits, c'est d'abord et surtout privilégier ce qui est second par rapport à l'essentiel. Comment un socialiste responsable peut-il attribuer l'échec de la gauche en mars dernier à un manque de crédibilité économique lié à un certain style politique ou à un certain échec politique », en semblant à l'égal au second plan la formidable responsabilité du P.C., qui a brisé la dynamique unitaire par son pillage systématique contre le parti socialiste ?

Parler plus vrai quand on aborde les propositions économiques du parti socialiste, c'est avoir le courage d'aller au bout du raisonnement. Si archaïque est-ce dans la forme, c'est-à-dire dans le langage, on dans le fond ?

Faut-il remettre en cause le bien-fondé des nationalisations, le rôle de la planification, la hausse du S.M.I.C. ?

Parler plus vrai dans le contexte politique de la gauche que nous connaissons aujourd'hui, c'est surtout remettre en cause la stratégie que l'on défend. Robert Fabre, qui interprète à sa façon les chiffres, pense quant à lui que « près de 50 % de Français sont prêts à se rassembler derrière la gauche non communiste » maintenant qu'il n'existe plus d'al-

liance « trop serrée » avec le parti communiste.

Si certains partagent ce point de vue au parti socialiste, ils doivent le dire tout haut, afin que les implications stratégiques d'une telle affirmation soient considérables.

Parler plus vrai, c'est aussi refuser les phrases, les attitudes, les comportements ambigus qui risquent de neutraliser la capacité d'intervention du parti socialiste dans la vie politique française et de laisser le champ libre au parti communiste, trop heureux de récupérer un électoral dont les yeux s'ouvrent sur la responsabilité historique des dirigeants communistes en mars dernier et qui commencent à leur échapper.

Parler plus vrai quand on est socialiste, c'est ne pas craindre de dire aux militants les enjeux de pouvoir au sein du parti que nous défendons, les débats parfois étonnants. C'est aussi engager la discussion à l'intérieur du parti plutôt que de faire pression de l'extérieur en acceptant, sinon en cherchant, le support de médias traditionnellement hostiles à la gauche. Pour les deux cent mille militants du parti socialiste, qui se défendent sans compter la cause du socialisme, cet étalage d'une cuisine politique est ressenti comme un camouflet. Oublier cela, c'est aussi se refuser à changer « un certain style politique ».

Fidèles à un parti socialiste qui, depuis le congrès d'Epinal, a montré sa capacité de rassembleur, mais concients de ses faiblesses, nous craignons que des affrontements de clans ne viennent détourner les forces vives de notre parti du seul combat qui justifie notre engagement politique, celui contre la droite. Alors que, sous l'effet du libéralisme brutal de M. Barre, le chômage s'accroît dans des proportions dramatiques, que les prix sont libérés, que des pans entiers de notre industrie s'effondrent, est-il raisonnable de vouloir déchirer le parti socialiste, de ne pas tout faire pour empêcher ce qui est ainsi que l'ont déjà compris des hommes comme F. Mitterrand et P. Mauroy. — cette unité indispensable pour répondre aux défis de la Barre. — C'est à nous d'Estaing et pour préserver les chances de succès de la gauche ?

Loin de nous l'idée de fuir le débat, mais nous aimerions savoir lequel. Nous voudrions être sûr qu'il ne s'agit pas d'un faux débat, prétexte à l'accomplissement de desseins inavoués. Si ce n'est pas le cas, nous nous engageons tout de suite en parlant « plus vrai, plus près des faits »... sans rien cacher.

PAUL QUILLES et CLAUDE WILQUIN.

POURQUOI PAS ?

NOUS avions, en mars, parlé de deux « faux printemps » : « Si, la gauche s'enferme dans des querelles internes et cesse de construire et d'espérer » ; « Si, la gauche s'enferme dans une tour d'ivoire, fomenté du pur revanchisme, sabote toute réforme ».

Nous en appelons à la tolérance, à l'invention d'un nouveau droit de vivre, à la passion de la libération de tous les hommes. C'était avant la conclusion des élections, il y a six mois, et nous voici à l'autonomie. La gauche s'est envolée dans des querelles internes et la droite est restée monolithiquement sur ses positions.

Autour de nous la violence est partout. Le Nord se ferme au Sud. Le nombre de pays démocratiques diminue à travers le monde. Les minorités sont éliminées par les majorités. La guerre est envisagée comme inévitable. Le terrorisme s'implante dans nos démocraties, au risque de les déstabiliser. Le chômage, et surtout celui des femmes et des jeunes, enserra l'Europe. Et quand viendra-t-il d'octobre ?

S'enfermer n'est pas une solution. C'est un réflexe de peur, mais un réflexe dangereux qui amène, tôt ou tard, au nom de la sécurité, à tuer comme un lapin le moindre petit voleur qui passe à votre portée, à vouloir exterminer les opposants que ce soit en Argentine ou au Cambodge), à vouloir mettre à genoux un pays qui ne consent pas à servir les intérêts d'une grande nation. Transformer une société par la voie démocratique, transformer le monde par la voie de la dignité et de la liberté, est une œuvre qui paraît au-dessus de nos forces d'hommes. Mais il n'y a pas d'autre chemin. S'enfermer sur soi, réduire l'autre, ne peut conduire qu'à la crispation et au chaos.

Il appartient à chaque citoyen de lutter aujourd'hui pour la démocratie, pour une société où nul, quel qu'il soit, ne peut s'approprier le pouvoir.

On répondra que la France n'est pas, là-dessus, en danger ; que, « chez nous », ça ne va pas si mal. Or, comparaison est ici déraison : les prisons du Chili ou celles de Prague ne nous créent pas, en contrepartie, de la liberté. Les risques de régression de la liberté existent. Il faut y répondre non par l'immobilisme mais par le mouvement. C'est à nous à créer chaque jour notre liberté, plus de liberté, sinon elle sera demain, essouffé ou mort. C'est à nous qu'il appartient de vouloir, chaque jour, nous réapproprier la vie, de faire avancer chaque jour la démocratie, de se mettre, chaque jour, à mieux penser par soi-même.

Oui, une nouvelle démocratie, un nouveau mode de société où les êtres ne sont pas tous fabriqués au même moule, où les différences soient mieux admises et mieux cultivées, où la libre parole puisse s'exercer avec plus de place et plus de véhémence, où la vérité sur ce qui existe aujourd'hui et sur ce qui nous attend demain, sur les enjeux et les dangers, soit dite par ceux qui détiennent l'information. Le pouvoir par le secret aboutit à l'impassé.

Où, une nouvelle façon de vivre où chaque groupe, chaque ethnicité et chaque pays, au lieu de s'enfermer sur soi, au lieu de chercher de vagues compromis court terme, s'affirme davantage dans une émulation dynamique, fraternelle et constructive à tous niveaux. Pourquoi pas ?

A moins de prétendre s'enfermer dans l'hiver.

JEAN-FRANÇOIS SIX, BERNARD MONTANIER, commentateurs de Brèche.

Advertisement for the book 'Dépendance et Développement en Amérique Latine' by F. H. Cardoso and E. Faletto. The text discusses the dynamics of capitalist development in Latin America and the role of the state. It mentions that the book is part of a collection of political essays directed by Nicos Poulantzas. The publisher is PUF (Presses Universitaires de France).

LA GAUCHE ET LES PARTIS

par JACQUES MADAULE

Raymond Berillon observait naguère dans ces colonnes : « Depuis six mois le P.C.F. et le P.S. ont eu le fort commun de se renvoyer la totale responsabilité de l'échec de la gauche aux élections de mars, mais il semble bien que l'opinion ne fasse grief d'une telle attitude qu'au parti communiste... » (1)

Cette phrase m'a fait beaucoup réfléchir. A cette apparence injuste, et elle ne me paraît pas difficile à découvrir. Le parti communiste ne cesse de reprocher au parti socialiste d'avoir changé, mais, à l'appui de cette affirmation, il n'apporte que des preuves impalpables pour le gros de l'opinion de gauche. Attaqué le premier — et longtemps sur la défensive — le parti socialiste réplique que la défaite électorale est due à la volonté bien arrêtée de la direction communiste de ne pas gagner, et cette victoire devait porter au pouvoir les socialistes de telle façon que les communistes ne soient dans la nouvelle majorité qu'une force d'appui. Ceci était beaucoup plus gros et beaucoup plus voyant que cela, et c'est ce « patriotisme de parti » qui semble reproché par une partie de l'opinion.

Car la gauche existe en France, en dehors des partis qui la composent. Tout le monde sait que la nombre des militants d'un parti est peu de rapport avec celui des électeurs que le parti est susceptible de mobiliser un jour d'élection générale. La conviction des communistes qu'ils sont le parti de la classe ouvrière, la conviction du prolétariat appelé à renouveler le monde, est une foi fort respectable, comme chez les catholiques le dogme de l'incaléité du pape, mais il veut mieux ne pas trop user de pareils arguments si l'on veut être compris par les individus qui sont, hélas ! le plus grand nombre.

On ne peut certes pas dire que les communistes en aient abusé. Ils ont même été jusqu'à renoncer à la dictature du prolétariat. Mais la querelle qu'ils ont cherchée aux socialistes et le procès qu'ils continuent à leur faire de plus belle s'expliquent pourtant beaucoup mieux par cette conviction intime et profonde que par un changement peu discutable dans les positions d'un parti qui a toujours été réformiste.

Ces querelles de partiissent l'opinion de gauche beaucoup plus qu'elle n'a l'occasion de la manifester, et il semble bien à tout observateur ingénieux que ce sont les communistes qui ont commencé, même s'ils accusent leurs partenaires d'avoir changé ; même si M. Robert Fabre est toujours prêt à se dévouer pour assurer les natures et les rapprochements nécessaires. Ah ! ce Robert Fabre ! il n'aurait pas fallu le laisser sans doute s'inventer. Mais le vivant politique est assez bien fourni en poissons de cette espèce pour que l'emploi de cet adjectif soit toujours convenablement tenu.

Cassons de pleurer. Sous une apparence de calme morose, l'inquiétude et le désarroi sont profonds dans ce pays où n'attend rien de bon des mois et des années qui viennent. La majorité des Français depuis longtemps s'était prononcée pour un changement de cap radical. D'abord, on n'a assez d'être gouverné depuis plus de vingt ans par les mêmes. Il faudrait aux hommes du pouvoir une vertu bien peu commune pour supposer sans dommage un aussi long épreuve. Et ce n'est pas le progrès remplacé par des chirurgiens par les giscardiens qui ne peut passer pour un changement authentique.

par JACQUES MADAULE

conviction intime et profonde que par un changement peu discutable dans les positions d'un parti qui a toujours été réformiste.

Ces querelles de partiissent l'opinion de gauche beaucoup plus qu'elle n'a l'occasion de la manifester, et il semble bien à tout observateur ingénieux que ce sont les communistes qui ont commencé, même s'ils accusent leurs partenaires d'avoir changé ; même si M. Robert Fabre est toujours prêt à se dévouer pour assurer les natures et les rapprochements nécessaires. Ah ! ce Robert Fabre ! il n'aurait pas fallu le laisser sans doute s'inventer. Mais le vivant politique est assez bien fourni en poissons de cette espèce pour que l'emploi de cet adjectif soit toujours convenablement tenu.

Cassons de pleurer. Sous une apparence de calme morose, l'inquiétude et le désarroi sont profonds dans ce pays où n'attend rien de bon des mois et des années qui viennent. La majorité des Français depuis longtemps s'était prononcée pour un changement de cap radical. D'abord, on n'a assez d'être gouverné depuis plus de vingt ans par les mêmes. Il faudrait aux hommes du pouvoir une vertu bien peu commune pour supposer sans dommage un aussi long épreuve. Et ce n'est pas le progrès remplacé par des chirurgiens par les giscardiens qui ne peut passer pour un changement authentique.

Autrement, les jeux sont faits, et il n'est pas nécessaire de consulter le maré de caré pour imaginer notre avenir politique au cours des prochaines années. Pierre Vianson-Ponté a très brillamment joué à ce jeu-là, voilà quelques semaines. On sent l'omerté aux deux bouts et l'on obtient ce gouvernement du centre dont M. Giscard d'Estaing assure qu'il est désiré par les Français. Il est sûrément en tout cas par le chef de l'Etat, que les leuteurs de Louis-Philippe et de Leon « juste milieu » empêchent sans doute de dormir.

Il y a malheureusement un certain nombre de Français qui ne s'accommodent pas du tout du monde comme il va. Ils ont de trop bonnes raisons pour cela. Ceux-ci ont beaucoup d'autres raisons qu'on peut faire mieux que du « surplace » en attendant Godot ; que dans un monde qui change il faut changer et l'on ne peut pas pérorer.

Alors n'attendons pas trop des partis ou des organisations existantes, mais prenons nous-mêmes des initiatives. C'est cela, la démocratie. Elle n'est pas un régime de troupeaux.

On peut faire mieux que du « surplace »

Quand la majorité des Français aspire à un changement, c'est à tout autre chose qu'elle pense, dont il faut bien dire que les deux grands partis de gauche ne semblent guère plus que ceux de la majorité, capables de le lui apporter. Dans la mesure où il est plus vaporeux, le parti socialiste né à Epinay peut paraître plus ouvert. Mais on le sait

déchiré par des oppositions de tendances et des rivalités personnelles qui lui permettent de ramasser des voix de tous les côtés, mais ne promettent guère d'action efficace. Dans le cadre d'une République démocratique, qu'il faudra bien un jour restaurer, il pourrait tenir les rênes du gouvernement à la condition d'être très sérieusement contrôlé et contrôlé par une opinion vigilante et sans cesse en alerte.

Cela ne doit pas se faire contre les partis, qui ont leur rôle à jouer dans une démocratie parce qu'ils représentent des intérêts réels, des couches sociales qui forment authentiquement le tissu national ; mais en dehors d'eux, à côté d'eux et aussi des grandes formations syndicales qui ont une tâche particulière à remplir. Il y a à leur place en France pour un pareil mouvement qui seul empêcherait le pays de sombrer dans l'immobilité et le totalitarisme.

Autrement, les jeux sont faits, et il n'est pas nécessaire de consulter le maré de caré pour imaginer notre avenir politique au cours des prochaines années. Pierre Vianson-Ponté a très brillamment joué à ce jeu-là, voilà quelques semaines. On sent l'omerté aux deux bouts et l'on obtient ce gouvernement du centre dont M. Giscard d'Estaing assure qu'il est désiré par les Français. Il est sûrément en tout cas par le chef de l'Etat, que les leuteurs de Louis-Philippe et de Leon « juste milieu » empêchent sans doute de dormir.

Il y a malheureusement un certain nombre de Français qui ne s'accommodent pas du tout du monde comme il va. Ils ont de trop bonnes raisons pour cela. Ceux-ci ont beaucoup d'autres raisons qu'on peut faire mieux que du « surplace » en attendant Godot ; que dans un monde qui change il faut changer et l'on ne peut pas pérorer.

Alors n'attendons pas trop des partis ou des organisations existantes, mais prenons nous-mêmes des initiatives. C'est cela, la démocratie. Elle n'est pas un régime de troupeaux.

On peut faire mieux que du « surplace »

Quand la majorité des Français aspire à un changement, c'est à tout autre chose qu'elle pense, dont il faut bien dire que les deux grands partis de gauche ne semblent guère plus que ceux de la majorité, capables de le lui apporter. Dans la mesure où il est plus vaporeux, le parti socialiste né à Epinay peut paraître plus ouvert. Mais on le sait

dehors de nous l'idée de fuir le débat, mais nous aimerions savoir lequel. Nous voudrions être sûr qu'il ne s'agit pas d'un faux débat, prétexte à l'accomplissement de desseins inavoués. Si ce n'est pas le cas, nous nous engageons tout de suite en parlant « plus vrai, plus près des faits »... sans rien cacher.

PAUL QUILLES et CLAUDE WILQUIN.

سكنا في الامم

M. Hissène... expans...

MADAGASCAR

LA VISITE DU PRÉSIDENT RATSIRAKA A PARIS

Notre rencontre est la consécration d'une volonté commune de repartir sur des bases nouvelles

déclare M. Giscard d'Estaing

Au cours du déjeuner d'une trentaine de convives qu'il a offert lundi 25 septembre à l'Élysée en l'honneur du président Ratsiraka, chef de l'Etat malgache, M. Giscard d'Estaing a d'abord rappelé les grands principes de la politique extérieure de la France...

Puis, insistant sur la volonté de l'année de renouer le dialogue avec Madagascar, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Notre rencontre est la consécration d'une volonté commune de repartir sur des bases nouvelles, dans une atmosphère d'amitié renouvelée et de confiance, dans le respect d'une souveraineté... »

« Sauvegarder l'amitié entre nos peuples »

DANS sa réponse, M. Didier Ratsiraka a dit : « Les péripéties imprévisibles de l'histoire comme les inévitables vicissitudes des événements n'ont jamais pu entamer les fondements des relations de nos deux peuples... »

Esquissant ensuite un tableau du nouveau régime malgache, il a ajouté : « La primauté du capital, le culte du profit et la recherche individuelle du bien-être correspondent si peu un tempérament malgache qu'une société bâtie à partir de ces règles ne constituerait nullement à l'épanouissement de nos personnalités, et si le monde est dominé par les contradictions secrètes du cloisonnement entre pauvres et riches, si telle dialectique nous séduit et nous vade comme le théâtre d'analyses des faits sociaux et économiques dont l'interaction façonne les rapports nouveaux dans le monde contemporain... »

TCHAD

M. Hissène Habré dénonce l'« expansionnisme » libyen

N'Djamena (A.F.P.). — M. Hissène Habré, premier ministre tchadien, a vivement dénoncé, lundi 25 septembre, la « politique expansionniste » de la Libye et lancé un appel à la solidarité africaine, afin que « le régime de Tripoli mette fin immédiatement à son agression contre le Tchad ».

Après avoir estimé que « l'attitude de la Libye est contraire à toutes les lois internationales et aux principes de l'indépendance et de l'unité de l'Afrique », M. Hissène Habré a souligné que « le Tchad ne cédera pas un pouce de son territoire et qu'il son gouvernement s'agira par tous les moyens pour récupérer les terres occupées ».

PROTRAIT

Un homme ferme sur les principes

Les traits durs, fixés droit dans les yeux, ses interlocuteurs, le président Didier Ratsiraka se distinguaient dès le premier abord par l'ardeur de son attitude.

Madagascar, dans la région de Tananarivo, deuxième grande ville et principal port de la République malgache, M. Ratsiraka est d'origine betsimisaraka.

Négoceur des accords de coopération franco-malgache de juin 1973, qui sont considérés à Antananarivo comme ayant consacré ce que les nationalistes appellent la « deuxième indépendance », M. Didier Ratsiraka, qui était alors ministre des affaires étrangères, impressionna beaucoup ses partenaires français.

Après des études secondaires dans la capitale malgache, au collège Saint-Michel où les jésuites ont formé une grande partie de l'élite politique, il a été élève de l'École navale de Brest, d'où il est sorti avec le titre d'ingénieur breveté des transmissions.

Piété en 1975

Capitaine de corvette, il était attaché militaire à l'ambassade de Madagascar en France lorsque le général Gabriel Ramanantsoa, porté au pouvoir par l'Évolution, en mai 1972, du président Philibert Tsiranana, le rappela en son pays pour lui confier le portefeuille de ministre des affaires étrangères.

économique et de profond malaise social et même moral traversé par son pays depuis « le mal malgache » de 1972, le plébiscite rapidement au premier plan de la scène politique.

La popularité acquise par M. Ratsiraka, notamment auprès de la jeunesse malgache, lors de son passage aux affaires étrangères, et particulièrement à l'occasion des durs et longues négociations de Paris de mai-juin 1972, le climat général de déliquescence politique, de crise

RHODÉSIE

Le pessimisme gagne l'ensemble de la communauté blanche

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Chacun sait en Rhodésie que rien ne sera plus comme avant la guerre, dont le poids n'a été longtemps supporté que par les Africains, commença à faire un nombre non négligeable de victimes parmi les civils européens.

« combattre les rebelles dans les alps ». Contrairement à un mythe encore entretenu, le « Rhodésie blanche » n'est pas formée de descendants de pionniers sucoxe une légion chrétienne - de trois cents anciens combattants américains du Vietnam offrirait aujourd'hui ses services.

En tout cas, l'émotion soulevée par la catastrophe aérienne du 3 septembre a rejeté au second plan ce qui demeure, des points de vue tactique et politique, l'essentiel : le Viscount d'Air Rhodesia a été abattu par un missile, vraisemblablement un SA-7 à tête chercheuse de type soviétique.

L'un des atouts du régime a été, jusqu'à présent, son étroit contrôle des sorties de devises : les Rhodésiens peuvent se procurer, contre de la monnaie locale, juste de quoi s'offrir d'agréables congés annuels en République Sud-Africaine ou en Europe.

Les élections de M. Smith contestent maintenant la clairvoyance de leur premier ministre. Comment a-t-il pu être assez naïf pour se rendre secrètement à Lusaka et négocier avec un homme dont les partisans étaient déjà équipés de missiles ?

On ne voit pas comment les négociateurs anglo-américains pourraient marchander avec un Front patriotique qui a refusé son unité, provisoirement, dans la lutte armée, mais, sans aucun doute, M. Smith sera contraint un jour de faire appel aux Occidentaux et de passer à un dialogue auquel, désenchanté par les échecs répétés des « solutions internes », le protecteur sud-africain ne ferait sans doute pas opposition.

Jouer sur la solidarité occidentale

Le premier ministre rhodésien a encore un espoir : celui de renforcer suffisamment un courant de solidarité occidentale pour mettre dans le sac des secours trébuchés au quatuorze ans plus tard. Leur intervention, si jamais elle avait lieu, ne pourrait avoir pour objet de déviter un deuxième et encore bien improbable Kofwezi.

On ne voit pas comment les négociateurs anglo-américains pourraient marchander avec un Front patriotique qui a refusé son unité, provisoirement, dans la lutte armée, mais, sans aucun doute, M. Smith sera contraint un jour de faire appel aux Occidentaux et de passer à un dialogue auquel, désenchanté par les échecs répétés des « solutions internes », le protecteur sud-africain ne ferait sans doute pas opposition.

Des demeures du XVIIe siècle entièrement renouées, complétées de constructions neuves parfaitement intégrées, autour d'un jardin aux arbres centenaires... Un îlot de charme et de calme au coeur du Paris historique.

Advertisement for 'Les Résidences du Panthéon' located at 16 ET 18, RUE TOURNEFORT, PARIS 5e. It features a drawing of the Pantheon and text describing the properties as renovated 17th-century dwellings with modern amenities.

NAMIBIE

LES CINQ PAYS OCCIDENTAUX DEMANDENT LA CONVOCATION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

New-York (A.F.P.). — Les cinq ministres des affaires étrangères des pays membres du Conseil de sécurité - Indonésie, Royaume-Uni, France, Canada et République fédérale d'Allemagne - ont d'autre part décidé le rappel à New-York pour consultation de leurs ambassadeurs respectifs en Afrique du Sud.

On ne voit pas comment les négociateurs anglo-américains pourraient marchander avec un Front patriotique qui a refusé son unité, provisoirement, dans la lutte armée, mais, sans aucun doute, M. Smith sera contraint un jour de faire appel aux Occidentaux et de passer à un dialogue auquel, désenchanté par les échecs répétés des « solutions internes », le protecteur sud-africain ne ferait sans doute pas opposition.

# PROCHE-ORIENT

## LES PROLONGEMENTS DE LA RENCONTRE DE CAMP DAVID

La rencontre de Camp David continue d'avoir des répercussions et des prolongements dans diverses capitales.

● A JERUSALEM, la Knesset se prononcera sur les accords mercredi soir 27 septembre, le débat, qui a commencé lundi, devant se prolonger. Les observateurs estiment que le Parlement israélien approuvera les accords à une large majorité. Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, a d'ores et déjà promis son appui au premier ministre lundi.

● AU CAIRE, on minimise la portée concrète des mesures décidées à Damas par les pays du Front de la libération. Les experts considèrent comme négligeables les effets du blocus économique auquel la Syrie, la Libye, l'Algérie et le Yémen du Sud voudraient soumettre l'Égypte. L'aide financière de la Libye et de l'Algérie, fait-on valoir au Caire, est déjà interrompue depuis 1973. Les centaines de milliers

de travailleurs égyptiens à l'œuvre dans certains de ces pays, notamment en Libye, ne paraissent pas menacés d'expulsion. En outre, des projets seraient déjà envisagés au Caire en matière de coopération économique avec Israël (vente de pétrole du Sinaï et d'eau du Nil à l'État juif, par exemple).

Le président Sadate paraît en tout cas décidé à aller de l'avant sans perdre de temps dans la négociation des accords. Il a annoncé lundi 25 septembre que le vice-président égyptien, M. Hosni Moubarak, entamerait dès ce jour les contacts directs égypto-israéliens pour préparer les prochains pourparlers concernant les accords de Camp David. Il a ajouté que ces pourparlers commencent dès que la Knesset aura fait connaître sa décision. Le quotidien « Al Ahram » a indiqué lundi, que le président Sadate avait invité le président Carter et M. Begin à venir prier avec lui

sur le mont Sinaï quand le traité de paix serait signé. Le quotidien caïrote « Massa » a annoncé, de son côté, que le président Sadate prononcerait un grand discours jeudi, jour anniversaire de la mort de Nasser, et qu'il répondrait alors aux « bouffonneries » du Front de la libération.

● A WASHINGTON, le porte-parole du département d'État a annoncé lundi que l'ambassadeur itinérant, M. Alfred Atherton, avait entamé une nouvelle tournée au Proche-Orient qui le mènera dans plusieurs capitales. Après Téhéran, où il est arrivé lundi, visitera Amman, le Caire et Jérusalem. Il se rendra ensuite en Afrique du Nord et en Europe occidentale.

● A AMMAN, le président syrien Assad, qui est attendu ce mardi, pourrait proposer, selon le quotidien libanais « Al Nahar », la tenue d'un sommet arabe sans la participation de l'Égypte.

Le chef d'État syrien se rendrait ensuite dans plusieurs autres pays arabes, notamment en Arabie Saoudite. Quant à la date de sa visite en U.R.S.S., elle aurait déjà été fixée mais n'a pas été rendue publique.

● A MASCATE, un porte-parole du ministre omanais des affaires étrangères a déclaré lundi que les résultats du sommet de Camp David « n'étaient pas tout à fait négatifs car certains aspects représentent des progrès tangibles ».

● A NEW-YORK, en revanche, le ministre irakien des affaires étrangères, M. Saadoun Hammadi, a déclaré lundi à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU que tout règlement qui néglige le droit des Palestiniens à retourner dans leur patrie et à exercer leurs droits inaliénables était irréaliste et avait peu de chances de succès. — (A.F.P., A.P., Reuter, UPI.)

### COLÈRE ET DÉSARROI DANS LES IMPLANTATIONS ISRAËLIENNES DU SINAI

## « Nous avons été trompés... »

De notre correspondant

Yamit — Au-dessus de la plage rectiligne et de la palmeraie, la ville de Yamit est un carré de béton posé sur les dunes qui séparent le désert du Sinaï de la Méditerranée.

« On a voulu construire sur du sable ; le proverbe dit que ça ne peut pas durer... » Cette boutade reflète l'amertume des habitants de Yamit, principale agglomération parmi les implantations israéliennes créées depuis 1967 en sud de la bande de Gaza, en territoire égyptien, dans ce qu'on appelle le « saillant de Rashah ». Cette région devra être évacuée selon les accords de Camp David entérinés dimanche par le conseil des ministres israélien. Trois mille cinq cents colons devront quitter le nord du Sinaï pour regagner Israël. C'est le prix de la paix avec l'Égypte.

Bien qu'ils devaient la décision irrévocable, les Israéliens de ce secteur sont restés résister. Samedi, les tracteurs et les camions des moshavim (coopératives agricoles) de la région ont bloqué les routes aux abords de

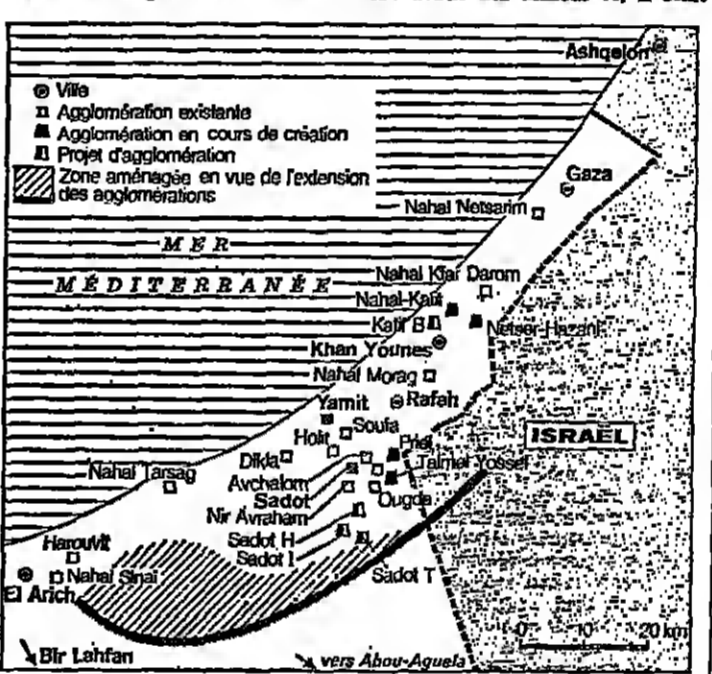
Yamit, tandis que commençait une campagne d'information auprès des nombreux automobilistes qui se rendaient sur les plages au nord du Sinaï. « Fermé en raison de l'abandon de nos principes », annonçaient les banderoles. Les manifestants, le lendemain dimanche, sont venus protester sous les fenêtres du premier ministre, à Jérusalem. Dans un tract, le comité d'action pour le Sinaï de Yamit a énuméré les « quatre motifs » de sa colère : « Nous avons tout cédé. Nous avons pris un risque inconsidéré. Nous revenons à des frontières qui ne sont pas « sûres ». Nous supprimons la zone-tampon entre Gaza et l'Égypte. »

Le quadrilatère de Yamit, comme la plupart des implantations en territoire occupé, est entouré d'un réseau de grillage et de barbelés. Des réserves de l'armée gardent en permanence l'entrée principale. La ville actuelle, qui compte quinze cents

habitants — dont les premiers ont été installés à la fin de 1974 — est un assemblage savamment composé d'éléments préfabriqués. Les constructions ne dépassent pas un étage. Des gradins abondamment fleuris à grand renfort d'irrigation donnent à l'ensemble l'aspect d'un jardin. Des centaines de palmiers — un petit air de désert de vacances — la partie déjà construite ne représente qu'un quart du terrain délimité. Deux cents cinquante appartements sont en cours d'achèvement et deux cents autres en chantier. Malgré la décision du

d'équivalent. Notre vie s'arrête. La colère est grande. Un nouvel immigré dénonce l'« hypocrisie » du gouvernement en déclarant : « Israël n'est plus Israël. Plutôt que de reprocher aux Juifs de la Diaspora de ne pas venir assez nombreux installer en Israël, M. Begin devrait proposer : le sionisme n'est plus possible, il n'y a plus de place pour l'esprit pionnier qui a fait l'existence de ce pays. »

Le mot de « trahison » revient sans cesse. Il est vrai que les ambitions des promoteurs de ces implantations étaient si grandes qu'elles paraissent trompées à présent. An début des années 70, il était



sommet de Camp David, les travaux continuent. « Le départ ? Bien sûr, nous sommes obligés d'y penser, déclare une jeune femme arrivée à Yamit avec sa famille il y a trois ans. Mais nous nous battons, car nous ne pouvons accepter d'avoir été trompés de ce point. La plupart des habitants soulignent l'importance des efforts faits par le gouvernement pour attirer la population dans cette région.

« Nous étions les pionniers des pionniers, dit un commerçant. On nous a fait miroiter les projets les plus insensés. Et puis, on nous dit qu'il ne faut pas la sécurité du pays. De nombreux habitants pensent que la perspective d'un accord avec l'Égypte, depuis le voyage du président Sadate à Jérusalem, leur serait facilement trouvé pour le maintien de ces implantations.

Cependant, à Yamit, les habitants paraissent plus ou moins résignés à quitter leurs maisons. La moitié des locataires sont des militaires qui servent dans les camps de la région et une autre partie est composée de fonctionnaires. La majorité estime pouvoir être rélogés et réemployés sans trop de difficultés en Israël.

« Notre vie s'arrête » Dans l'immense et riche coopérative agricole de Sadot non loin de Yamit, en revanche, les habitants se montrent plus durs. « Ici, nous sommes attachés à la terre, nous dit un cultivateur. Comme l'ont déjà fait tant d'Israéliens depuis un siècle, nous avons fait revivifier le désert. Subitement, on nous demande de partir bagages. C'est la fin d'une expérience à peine commencée. Que va-t-on faire de nous, la terre est rare en Israël aujourd'hui. Nous ne retrouverons rien

prévu de construire à Yamit un port, un aéroport, une zone industrielle et plusieurs centres de tourisme. Selon des projets anciens mais officiels, la ville devait compter 250 000 habitants dans les années 80. En 1977, il est vrai, on avait prudemment réduit ce chiffre à 100 000.

« Yamit-État d'Israël... » Les noms de MM. Moshe Dayan et Ariel Sharon, aujourd'hui ministre des affaires étrangères et ministre de l'Agriculture, ne sont pas à proposer devant les colons de Yamit. Au début du projet, le premier était ministre de la défense et le second commandant militaire de la région sud. A ce titre, ils ont été d'ardents promoteurs. Pour assurer la sécurité d'Israël, M. Dayan voulait à tout prix la maîtrise de la région sud. A l'époque, il était ministre de la Défense et M. Sharon ministre de l'Agriculture.

« Nous ne serons pas un obstacle à la paix, mais comment ne pas dire que nous avons été trompés, déclare un habitant de Yamit. Dayan a négocié à Camp David la reddition de Yamit et, comme Sharon, il vient de voter cette décision au gouvernement. Ils ont retourné leur veste. Nous sommes, depuis le début, les victimes de leur politique. »

Dimanche, le drapeau bleu et blanc frappé de l'étoile de David avait été hissé sur la plupart des logements de Yamit, et chaque habitant avait collé sur sa voiture cette étiquette éloquentes : « Région de Yamit - État d'Israël. »

FRANCIS CORNU.

### DÉBATS HOULEUX A LA KNESSET

## M. Begin presse les députés d'approuver les accords israélo-égyptiens

De notre correspondant

Jérusalem — Avec une centaine de tracteurs, près de trois mille manifestants, y compris des implantations israéliennes du Nord-Sinaï et de Cisjordanie, ont réussi, lundi soir 25 septembre, à bloquer le centre de Jérusalem à l'entrée de la ville. Dans le Nord-Sinaï, une cinquantaine de personnes ont décidé d'occuper deux implantations en chantier, à Eriq et Talmat Yosef, au sud de Yamit.

Dans la matinée, une manifestation d'un autre genre avait lieu à l'intérieur même de la Knesset, où M. Begin venait soumettre les accords de Camp David à l'approbation du Parlement. (Voyez nos dernières éditions du 26 septembre.) Mme Geula Cohen, membre du Likoud, a réussi à plusieurs reprises à empêcher le premier ministre de parler en réclamant avec force la démission des premiers ministres de M. Begin, celle que l'on appelle souvent la « Pastoria du Grand diable » et crié vers le tribunal : « Il ne nous apporte pas la paix ni la sécurité ni l'honneur, il nous apporte la mort. » Comme le permet le règlement intérieur de la Knesset, le président de la Chambre a demandé aux députés de voter l'expulsion de la perturbatrice. Ce qui fut fait à la quasi-unanimité.

Toutes ces manifestations, contre les accords de Camp David sont certes le fait d'une minorité, mais celle-ci est de plus en plus agressive qu'elle profite des contradictions, des réticences et des craintes qui apparaissent, tant au sein du cabinet de M. Begin que dans la coalition gouvernementale ou l'opposition même si la grande majorité des membres du Parlement s'appuie sur les accords de Camp David.

En se présentant devant le Parlement, M. Begin a clairement laissé entendre qu'il

n'avait pas le choix : il fallait accepter d'évacuer les colonies du Sinaï ou renoncer à la paix. Toute autre solution, a-t-il précisé, aurait été rejetée par le président Sadate à Camp David. Prenant à son tour la parole, M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste, a résumé le malaise ressenti par la majeure partie de l'opinion israélienne en déclarant que le « prix » de la paix lui semblait « trop élevé ». Puis il a noté que, à son avis, l'accord sur l'évacuation du Sinaï pouvait représenter un précédent qui ne manquerait pas d'être utilisé un jour ou l'autre par les autres pays arabes. Cependant, M. Pérès a affirmé que l'opposition travailliste soutiendrait dans son ensemble la position du gouvernement.

Menaces de démission D'ores et déjà, selon les dernières estimations, M. Begin est assuré d'obtenir au moins soixante-quatorze voix sur cent vingt lors du vote qui devrait avoir lieu dans la soirée du mercredi 27 septembre. De nombreux partis n'ont pas encore définitivement arrêté leur position, notamment dans la majorité gouvernementale, où les réserves sont en plus grand nombre. Les réunions devaient encore avoir lieu mardi.

Mardi matin, le gouvernement doit se réunir une dernière fois avant de se rendre à la Knesset, certains ministres ayant exigé des explications supplémentaires. Deux d'entre eux, M. Yigael Horevitz, ministre de l'Industrie, et M. Ezer Weizman, ministre de l'Éducation nationale, seraient résolus, pour sa part, à démissionner après avoir approuvé les accords. On ignore encore si M. Begin imposera la discipline de vote dans les partis de la majorité, comme il semblait en avoir l'intention lundi contrairement à ce qu'il avait déclaré à la fin du sommet de Camp David. — F. C.

## DIPLOMATIE

### Amnesty International lance une campagne pour la ratification de la convention de l'ONU sur les droits de l'homme

Londres (A.F.P.). — L'organisation Amnesty International lance le 25 septembre à Londres une campagne mondiale pour l'intèrenement de la convention des Nations unies pour les droits de l'homme.

Le secrétaire général de l'organisation de défense des prisonniers politiques, M. Martin Saville, a déclaré, au cours d'une conférence de presse, que cette campagne vise les quatre-vingt pays qui n'ont pas encore ratifié la convention de l'ONU. Cette-ci donne force de loi aux clauses de la déclaration universelle des droits de l'homme établie il y a trente ans.

M. Saville a annoncé que l'organisation, dont le conseil international a tenu sa sixième réunion le week-end dernier à Cambridge, avait décidé de « réactiver » des sanctions ou de soutenir des sanc-

tions telles que des boycotts contre les gouvernements commettant des violations des droits de l'homme.

M. Saville a souligné que cette décision n'est pas le résultat de telles pressions économiques, mais, simplement, que ces pressions ne sont pas de sa compétence.

Par ailleurs, M. Saville a indiqué qu'Amnesty International avait décidé de ne plus soutenir les expériences médicales sur les animaux destinées à diagnostiquer les effets des tortures par l'électricité ou les brûlures. Des expériences de ce genre, qui ont suscité des controverses en Grande-Bretagne, ont été menées sur des cochons vivants depuis 1976 par un groupe de médecins danois.

M. Saville a indiqué que la majorité des trois cents délégués venus de quarante-trois pays qui ont participé à la réunion de Cambridge, avaient rejeté une motion qui proposait de traiter les homosexuels en « prisonniers de conscience ». Cette décision, a-t-il souligné, n'implique pas une prise de position de l'organisation contre les droits des homosexuels. Cette question sera d'ailleurs examinée à nouveau lors de la prochaine réunion du conseil international.

D'autre part, Amnesty International organise l'année prochaine à Mexico un séminaire international sur la torture des prisonniers politiques.

● M. Han Ke-lun, ambassadeur de la République populaire de Chine, a été reçu lundi 25 septembre, à Marseille, par le maire de la ville, M. Defferre.

● Les entretiens de Vienne sur la réduction des forces en Europe (N.E.F.R.), suspendus pendant les vacances, reprennent jeudi 28 septembre. Ils entreront en 30 octobre dans leur sixième année. — (A.F.P.)

● Le premier ministre des îles Salomon, M. Kemirewa, a été l'hôte à dîner lundi 25 septembre de M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères. M. Stirn a d'ailleurs part reçu lundi le premier ministre de la Dominique, M. Patrick John. Il est des Antilles, membre du Commonwealth, la Dominique devient indépendante le 3 novembre.

● Les relations franco-hongroises. — M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux affaires étrangères, se rendra en visite officielle en Hongrie du 27 au 29 septembre.

PARLEZ... ARABE... ANGLAIS Sessions semi-intensives d'initiation à partir du 2 octobre 1978 LIEUX : Paris : 548-44-50 ou 544-24-22 Lyon : (78) 82-34-49

### Iran L'opposition annonce une grève générale pour le 30 septembre

Le Comité pour la défense et la promotion des droits de l'homme en Iran (1) a demandé ce mardi 26 septembre les déclarations faites la veille à Qom par un porte-parole de la hiérarchie religieuse et selon lesquelles l'Irak aurait levé les mesures prises à l'encontre de l'ayatollah Khomeiny, qui vit depuis quinze ans en exil à Najaf (Le Monde du 26 septembre).

Le Comité souligne que, d'après des informations précises, les mesures (surveillance étroite de la résidence de l'ayatollah par la police irakienne) sont toujours en vigueur. Il indique que les autorités irakiennes avaient demandé à l'ayatollah, il y a quarante jours, de ne pas intervenir dans les affaires d'Iran, sous menace « d'expulsion et même d'emprisonnement ». « Depuis une semaine, ces menaces ont été écartées et il se trouve ainsi prêt de tout contact avec l'extérieur », ajoute le Comité, qui précise que les autorités religieuses et le Front national préparent une journée de grève générale pour le 30 septembre.

Par ailleurs, M. Ali Qoli Ardalan, soixante-dix-sept ans, premier conseiller privé du chah et ancien ministre des affaires étrangères, sera le nouveau ministre de la cour, en remplacement de l'ancien premier ministre, M. Amir Abbas Mofeyda, qui avait démissionné le 9 septembre. La nouvelle devait être rendue publique ce mardi.

De son côté, M. Javad Saïd, secrétaire général du parti unique

Rastakhs, a annoncé que cette formation, créée par le chah en mars 1975, avait décidé de ne pas se dissoudre, mais avait accédé à perdre son statut de parti unique.

On estime qu'à la fin de la période de la loi martiale, en mars prochain, au moins quatre-vingt partis politiques, dont le Front national, dirigé par d'anciens partisans de Mossadegh, devraient reprendre leurs activités.

Enfin, on précise dans les milieux bancaires de Téhéran qu'environ un milliard de dollars ont fui l'Iran, en trois semaines, pendant la récente crise. — (A.F.P., Reuter.)

Jocelyn PARIS 134, bd St-Germain 75, ch. Hyères (Paris) 5, rue Chéreau-Midi

صكنا من الامم

# Club du Disque Classique



## Comment recevoir des disques ou cassettes classiques à moitié prix et même Gratuits.

Commencez par choisir

# 3

grands disques ou 33 T 30 cm stéréo (utilisables en mono)  
cassettes stéréo longue durée  
pour le prix d'un seul !

### Vous gagnez tout de suite beaucoup d'argent.

Choisissez 3 enregistrements parmi tous les chefs-d'œuvre immortels de notre offre. Écoutez-les chez vous tranquillement pendant 10 jours. Puis, s'ils vous plaisent, gardez-les pour le prix d'un seul. Soit, par rapport au Prix Club, une économie immédiate de plus de 100 F. Sinon, vous nous les renvoyez, sans explication, ni argent et nous en restons là ! En revanche, si vous les conservez, vous allez profiter de gros avantages.

### Une réduction permanente de 50 %.

Chaque enregistrement commandé au Prix Club vous donne droit à une réduction de 50 % sur le Prix Club d'un deuxième que vous pouvez commander quand vous le désirez. Treize fois par an notre catalogue gratuit vous proposera un grand nombre d'enregistrements classiques dont la Sélection du Mois. Pour recevoir cette Sélection, vous n'avez rien à faire, elle vous sera envoyée automatiquement. Si vous préférez un autre enregistrement ou si vous ne voulez rien, vous nous retournez la carte à votre nom jointe au magazine.

### Et des GRATUITS.

Dès que vous avez acheté six enregistrements au Prix Club, vous avez droit à un enregistrement GRATUIT pour deux autres achetés au Prix Club (même en deux fois), tout en continuant à bénéficier des enregistrements avec 50 % de réduction. Troisième mieux !

### Trop beau pour être vrai ?

Non ! Vous commandez ce que vous voulez quand vous voulez. La seule chose que nous vous demandons pour profiter de tous les avantages du Club,

c'est d'acheter un minimum de 4 enregistrements au Prix Club dans les deux prochaines années. Pas plus. Et vous êtes toujours libre de nous quitter à tout moment en nous prévenant par simple lettre dès que vous avez acquis ces 4 enregistrements. Mais comme ils vous donneront droit à une réduction permanente de 50 % et à des "GRATUITS", concluez vous-même !

### Pas le moindre risque pour vous !

Des grands noms : Karajan, Boehm, Davis, Cziffra, Ferras, Richter, Cochereau, Pollini, Guileis, Montserrat Caballe, etc. Des grandes marques : Philips Trésors Classiques, Deutsche Grammophon, Archiv Produktion.

Des grands orchestres : Philharmonique de Berlin, London Symphony Orchestra, Concertgebouw d'Amsterdam, I Musici, etc.

Une qualité irréprochable : Nos enregistrements sont identiques à ceux du commerce et, si par extraordinaire l'un d'eux présentait un défaut quelconque, il vous serait échangé gratuitement et sans discussion. Pour profiter le plus tôt possible de tous ces avantages, renvoyez aujourd'hui même le bon ci-dessous !

Club du Disque Classique  
Av. des Frères Lumière - 92168 Antony Cedex.



# BON 3

grands disques ou stéréo 33 T 30 cm  
cassettes stéréo longue durée  
pour le prix d'un seul

à renvoyer au Club du Disque Classique - Av. des Frères Lumière - 92168 ANTONY CEDEX

Je choisis :  
 3 disques  
 3 cassettes  
dont voici les numéros :

N° \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_

Qui, j'envoie moi, les 3 enregistrements dont je note les numéros ci-contre. Après 10 jours d'audition gratuite, je pourrai soit vous les renvoyer, soit les garder tous les trois pour le prix d'un seul, soit 50,90 F seulement + 9 F de frais d'envoi (au total 59,90 F).

Si je les garde, je m'engage à acheter dans les deux prochaines années 4 enregistrements au Prix Club (actuellement de 50,90 F à 55 F + frais d'envoi) parmi tous ceux qui me seront proposés dans le magazine gratuit que je recevrai 13 fois par an.

Si je désire recevoir la Sélection du Mois, je n'ai rien à faire, elle me sera envoyée automatiquement. Si je préfère un autre enregistrement ou pas d'enregistrement du tout, je vous le ferai savoir à l'aide de la carte à mon nom jointe au magazine.

Voici les avantages dont je bénéficie au Club :

1) Pour chaque enregistrement acheté au Prix Club, je suis libre d'en choisir un second avec 50 % de réduction sur le Prix Club.

2) Dès que j'ai acheté 6 enregistrements au Prix Club, j'ai droit à un enregistrement gratuit chaque fois que j'achète 2 autres enregistrements au Prix Club (même en deux fois), tout en continuant à bénéficier des enregistrements avec 50 % de réduction.

Après l'achat de 4 enregistrements au Prix Club, je peux annuler mon adhésion à tout moment par simple lettre. Je peux aussi adhérer au Club par simple lettre sans bénéficier de l'offre "3 pour le prix d'un seul", ni des enregistrements avec 50 % de réduction, ni des enregistrements gratuits sans obligation d'achat.

Nom, Prénom \_\_\_\_\_  
N° de la carte \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_

Signature ou celle des parents \_\_\_\_\_  
pour les mineurs.

Bureau distributeur \_\_\_\_\_  
Offre limitée à l'usage par foyer, réservée aux nouveaux adhérents.

### encore des titres

- N° 11 - BEETHOVEN Symphonie n° 6 "Pastorale" Concertgebouw d'Amsterdam Dir. E. Jochum
- N° 13 - TCHAIKOWSKY Concerto n° 1 pour piano et orchestre S. Richter, piano Orchestre Symphonique de Vienne Dir. : H. von Karajan "Edison Price"
- N° 17 - MOZART Petite musique de nuit I Musici
- N° 23 - J.S. BACH Concertos pour violon n° 1 et 2 Concerto pour deux violons David et Igor Oistrakh, violons
- N° 91 - BERLIOZ Symphonie Fantastique Orchestre Philharmonique de Berlin Dir. : H. von Karajan
- N° 92 - GRIEG Peer Gynt (suites n° 1 et 2) Danses Norvégiennes English Chamber Orchestra Dir. : R. Leppard
- N° 31 - BRAHMS Concerto pour piano n° 1 Alfred Brendel, piano Concertgebouw d'Amsterdam Dir. H. Schmidt Isserstedt
- N° 32 - R. STRAUSS Ainsi parla Zarathoustra M. Schwabé, 1er violon Orchestre Philharmonique de Berlin Dir. H. von Karajan
- N° 33 - SCHUBERT Symphonies n° 5 et 8 "Inachevée" Concertgebouw d'Amsterdam Dir. B. Haitink
- N° 37 - RACHMANINOFF Concerto n° 2 pour piano S. Richter, piano Orchestre Philharmonique National de Varsovie Dir. S. Wislocki
- N° 94 - Concertos pour trompette (Vivaldi, Stölzel...) Maurice André English Chamber Orchestra Dir. Ch. Mackerras
- N° 40 - WAGNER Préludes : Les Maîtres Chanteurs de Nuremberg - Tristan et Isolde - Parsifal - Lohengrin Concertgebouw d'Amsterdam Dir. B. Haitink
- N° 42 - LISZT Concertos pour piano n° 1 et 2 S. Richter, piano Orchestre Symphonique de Londres Dir. K. Kondrachine
- N° 43 - HANDEL Water Music English Chamber Orchestra Dir. R. Leppard
- N° 95 - VIVALDI 4 concertos pour guitare Lagoya et l'Orchestre "Pro Arte" de Munich Dir. Kurt Redel

Tous ces enregistrements sont disponibles en disques et cassettes

# EUROPE

## République fédérale d'Allemagne

### Le cardinal Wyszynski, primat de Pologne a reçu un accueil exceptionnellement chaleureux

De notre correspondant

Bonn. — La visite de cinq jours du cardinal Wyszynski et de la délégation de l'épiscopat polonais qui l'accompagnait a pris fin lundi soir 25 septembre à Cologne. Cette rencontre marque l'ouverture d'un chapitre entièrement nouveau dans les rapports entre catholiques de la R.F.A. et de la Pologne (« le Monde » du 19 septembre).

Du côté allemand, on avait éprouvé quelque appréhension. Le primat de Pologne passe, à juste titre, pour un patriote des plus ardents, et même pour un nationaliste. C'est donc avec une satisfaction considérable que les catholiques ouest-allemands ont communiqué avec un chef de l'Eglise polonaise résolu à mettre l'accent sur l'avenir beaucoup plus que sur le passé. A Cologne, à Munich et à Dachau, le cardinal Wyszynski a rencontré un accueil exceptionnel, pour des motifs qui n'étaient d'ailleurs pas toujours dépourvus de contradictions. D'une part, ses hôtes ouest-allemands tenaient à démontrer de façon claire la rupture avec un passé historique douloureux. D'autre part, certains d'entre eux comptaient peut-être sur le primat de Pologne — qui a toujours tenu tête au régime — pour dénoncer l'oppression que subit l'Eglise au sein du bloc soviétique. A cet égard, ils auront probablement été déçus : tout au long de sa visite, le cardinal a pris grand soin de tenir à l'écart de sa mêlée politique, tout en maintenant ses distances à l'égard des dirigeants de Varsovie. L'ambassadeur de la République populaire de Hongrie, M. Czylinski, a salué le chef de l'Eglise

polonaise à Dachau. Répondant à ce geste, le cardinal a, au dernier jour de son voyage, fait lui-même une visite de courtoisie à l'ambassadeur. Même si certains catholiques ouest-allemands ont été un peu pris de court par l'attitude du cardinal, celui-ci a bénéficié d'un accueil exceptionnel. Jamais les vœux des cathédrales de Cologne et de Munich n'ont répercutés des ovations aussi enthousiastes que lors de l'arrivée du cardinal et des évêques polonais qui l'accompagnaient.

Tout au long de son voyage à travers la R.F.A., le cardinal est, à l'exception de l'Est à l'Ouest, ne parlant que de la renaissance d'une Europe qui devrait devenir, selon lui, « un nouveau Berthier » pour tous les peuples et toutes les nations. Même à Dachau, où il lui était impossible de ne pas rappeler le martyre de dizaines de milliers de Polonais (parmi lesquels se trouvaient des centaines de prêtres appartenant à sa génération), il a fait de son mieux pour ne pas ouvrir les vannes de la haine. Avant de repartir, lundi soir, pour la Pologne, le cardinal, au cours d'une conférence de presse, est d'ailleurs revenu encore une fois sur ce sujet : « Il convient, certes, de ne pas oublier les erreurs du passé, il faudrait, selon lui, que Polonais et Allemands s'efforcent surtout aujourd'hui de découvrir des chemins communs vers l'avenir. De sorte que les fidèles et les dirigeants de l'Eglise de la République fédérale d'Allemagne ont aujourd'hui le sentiment que le réconciliateur entre catholiques des deux pays est soignée de façon définitive.

JEAN WETZ.

## Grèce

### LA VISITE DE M. HUANG HUA AMORCE UN DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES AVEC LA CHINE

(De notre correspondant.)

Athènes. — Le premier ministre M. Caratzas, et le ministre des affaires étrangères, M. Rallis, ont accepté l'invitation transmise par le chef de la diplomatie chinoise, M. Huang Hua, et se rendront l'an prochain en Chine à une date qui sera fixée par la voie diplomatique. La Grèce et la Chine souhaitent développer leurs échanges économiques, techniques et culturels. Après la retentissante visite du premier ministre chinois à Bucarest et à Belgrade, on se demandait à Athènes si celle de M. Huang Hua n'allait pas donner lieu à une nouvelle ère d'éclat. Il n'en a rien été. Le ministre des affaires étrangères de Chine a évité de placer les diatribes habituelles sur le plan de la relation d'importance de l'intégration de la Grèce à une Europe unie et apprécié ses efforts pour développer et activer la coopération entre les Etats balkaniques.

Au cours de sa visite officielle, fixée depuis des mois, et dont les Soviétiques avaient été informés afin d'éviter tout malentendu, M. Huang Hua a signé un accord culturel. L'Opéra de Pékin participera au Festival d'opéra et d'une troupe théâtrale grecque se rendra en Chine. Une mission archéologique grecque est invitée en Chine, sans autres échanges de visites entre hommes de sciences.

Le domaine des échanges commerciaux a déjà été exploré par le ministre grec du commerce, M. Panayotopoulos, lors de sa visite à Pékin en avril dernier. Des négociations sont en cours et les hommes d'affaires grecs devraient prochainement plus substantiels. C'est surtout en matière de transports maritimes et de construction grecques que les propositions grecques ont été les plus appuyées, soit pour la location, soit pour la construction et la réparation de navires. C'est le 6 juin 1972 que la Grèce a reconnu officiellement la Chine, et les premiers accords économiques entre les deux pays ont été signés à Athènes. Depuis des décennies, ces armateurs ont régulièrement travaillé avec la Chine, même aux heures les plus chaudes (Corée, Vietnam) pour les relations se retrouvant sur les « listes noires » établies par les Américains. Dès 1963, les armateurs grecs ont couru une ligne maritime des ports grecs vers les principaux ports chinois. En 1971, les bateaux grecs affrétés par les Chinois représentaient plus de 30 % du tonnage transgrec travaillant pour la Chine.

MARC MARCEAU.

## Espagne

### L'assassinat de deux gardes civils au Pays basque apparait comme une provocation

De notre correspondant

Madrid. — Quelques heures avant que le Sénat n'aborde à Madrid l'étude du projet de Constitution, deux gardes civils ont été assassinés aux premières heures de la matinée, lundi 26 septembre, dans un marché aux fruits de Saint-Sébastien, la capitale de la province basque du Guipuzcoa (« le Monde » du 26 septembre). Les deux hommes, MM. Lorenzo Soto et José Zafra, affectés à l'intendance du corps général de la garde civile de Saint-Sébastien, venaient de terminer leur marché, d'un bon de travail, lorsqu'ils ont été intrigués dans leur jeep par quatre individus qui ont réussi à prendre la fuite. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais les policiers estiment qu'il devrait être l'œuvre de l'ETA, d'autant que les terroristes ont employé des cartouches à millimètres paraboliques d'origine italienne par les commandos de l'organisation séparatiste basque.

Depuis le début de l'année, vingt policiers ont été tués en Espagne, dont quinze au Pays basque. Ces attentats, qu'ils soient revendiqués ou non par tel ou tel groupe, correspondent toujours à un moment politique important de la jeune démocratie ibérique. Cette fois, la mort des deux gardes civils a eu lieu le jour même

où la Chambre haute entamait en session plénière l'étude du projet de Constitution. Lors de la clôture de l'examen du texte par le Congrès des députés le 21 juillet dernier, deux officiers avaient déjà été tués en plein centre de Madrid. La date choisie et le fait que ces crimes ne peuvent que sembler le trouble dans l'esprit des sénateurs, font penser qu'il pourrait s'agir d'une provocation. Le texte soumis au Sénat et amendé par une commission ad hoc reconnaît, en tout cas, un peuple basque que les privilèges foraux (1) qui avaient été supprimés par le général Franco en 1809, à la fin de la guerre civile. (Intérim.)

(1) Privilèges divers, et notamment exemptions fiscales dont bénéficiaient traditionnellement les provinces basques. Le général Franco les a abolies en 1939 pour « punir » les Basques de s'être pour la plupart rangés du côté de la République au cours de la guerre civile.

Les commissions ouvrières (syndicats de tendance communiste) ont invité lundi leurs adhérents à préparer diverses manifestations pour protester contre le « terrorisme ». — (A.F.P.)

## Portugal

### Le président Eanes entend désormais résoudre rapidement la crise gouvernementale

Le président Eanes devait recevoir la audience, ce mardi 26 septembre, les responsables du parti communiste et du P.S.D. (parti social-démocrate) et, le 27, ceux du centre démocratique et social (C.D.S.) afin de donner une vue de l'initiative du chef de l'Etat portugais intervient peu après son discours du 23 septembre, dans lequel il a manifesté son intention de rechercher, dans un premier temps, toutes les possibilités de former un nouveau gouvernement sur la base d'un accord entre les partis représentés au Parlement et de remplacer l'équipe de M. Nobre da Costa, renversée le 14 septembre par l'Assemblée de la République. Quant le C.D.S., le P.S.D. et le P.C., ont réagi très favorablement aux propositions formulées le 22 par M. Ramalho Eanes, le P.S.D., de son côté, a fait connaître sa totale disponibilité à participer à un dialogue direct entre le président de la République et les partis ; mais il a aussi souligné que l'« éventail

des solutions constitutionnelles » proposé par le chef de l'Etat était restreint. Dans une interview accordée le 25 septembre au Washington Post, le général Eanes déclare qu'il entend forcer les députés à voter sur la crise. Selon le quotidien américain, l'envie de s'accorder une semaine avant la fin de la législature, partis pour parvenir à une solution concertée, est le premier objectif. Faute d'un accord entre les formations politiques assurant une majorité parlementaire au prochain gouvernement, le président portugais se donnerait une nouvelle semaine pour mettre sur pied une équipe dirigée par un indépendant. En cas de nouvel échec devant le Parlement, il formerait, comme il est prévu dans la Constitution, un troisième cabinet, dont le seul but serait, à l'évidence, de préparer des élections anticipées. Rappelons que c'est le 23 juillet que les trois ministres centraux ont démissionné du deuxième gouvernement Soares, ouvrant officiellement la crise.

# AMÉRIQUES

## Argentine

### TRENTE RESPONSABLES SYNDICAUX ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Buenos-Aires (A.F.P.). — Trente responsables syndicaux ont été arrêtés le samedi 23 septembre par la police, au nord de Buenos-Aires. Appartenant à des sources syndicales, ils étaient réunis dans le local du syndicat des boulangers de San Fernando en vue d'examiner la situation sociale en Argentine. Depuis la prise de pouvoir par les militaires, en mars 1976, les activités politiques et syndicales sont interdites dans le pays. D'autre part, le journal de langue anglaise Buenos-Aires Herald a lancé, le lundi 25 septembre, un appel en faveur des disparus. Fréquentes toutes les ambassades des pays démocratiques à Buenos-Aires reçoivent des milliers de demandes de familles argentines, pour qu'elles les aident à retrouver leurs parents disparus, écrit ce journal. Le ministre de l'Intérieur, pour sa part, se contente d'enregistrer les noms des personnes recherchées et de leur faire vérifier, sans résultat, leur lieu de détention. Le Buenos-Aires Herald suggère aux autorités d'interroger personnellement les familles sur la situation de ces personnes, ne serait-ce que pour mettre un frein aux campagnes internationales sur cette question. Le 26 septembre, vingt-cinq responsables politiques d'horizons différents avaient demandé au président de la République de « libérer les citoyens détenus sans raison ni procès », dont le nombre s'élève à 4 000 environ.

(N.D.R. — Le nombre de « disparus » argentins est beaucoup plus élevé. Les chiffres résumés cités par les organisations humanitaires vont de 15 000 à 25 000.)

## Buenos-Aires

### ACHÈTE À LA FRANCE LES DEUX AVISOS DESTINÉS INITIALEMENT À L'AFRIQUE DU SUD

La France livrera à l'Argentine les deux avisos de défense côtière, construits à l'arsenal de Lorient, qui avaient été placés sous embargo par décision du président de la République à l'encontre de la République Sud-Africaine. Ces deux navires, dont la livraison a été accordée, doivent quitter à la mi-octobre l'arsenal de Lorient après des essais rapides destinés à les mettre au point.

C'est à la suite de la visite en France en mai dernier (le Monde du 28-29 mai) du vice-amiral Lambroschini, chef d'état-major de la marine de guerre argentine, que les négociations entre les deux pays ont été ouvertes. Ces deux avisos de 1 300 tonnes chacun, initialement destinés à l'Argentine, ont été transférés à la suite du montant de ses avances financières.

## Canada

### LE PARTI INDÉPENDANTISTE PRÉCISE LES TERMES DE LA FORMULE « SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION »

Rouyn (Québec). (A.F.P.). — La formule d'association économique qu'un « Québec souverain » proposera aux autres provinces canadiennes sera une union monétaire et douanière, a déclaré M. René Lévesque, premier ministre du Québec, à l'issue de la réunion du conseil national du parti québécois (indépendantiste) qui s'est tenue le week-end des 23-24 septembre à Rouyn, petite ville au nord-ouest de la province. Un consensus s'est en effet dégagé au sein de son parti et du gouvernement sur la création d'une « communauté monétaire » avec le reste du Canada, lors de l'accession du Québec à la souveraineté. Quant à l'union douanière, qui fait partie du programme péquiste, M. Lévesque considère qu'elle est le point de départ d'une association économique avec le reste du Canada. Cette union constitue, selon les indépendantistes québécois, une option que les autres provinces pourraient difficilement refuser sans risque de graves bouleversements économiques, à cause notamment de l'interdépendance des économies ontariennes et québécoises.

Le chef du gouvernement québécois a enfin affirmé que la « campagne référendaire » qu'il précèdera le référendum sur l'avenir politique du Québec, prévue pour la fin de 1979 ou le début de 1980, même si elle n'a pas encore été officiellement ouverte, n'en était pas moins en marche.

## SPÉCIALISTE DES BLINDÉS

### Le général Hasso von Manteuffel est mort

Le général Hasso von Manteuffel, ancien commandant de la 7<sup>e</sup> armée blindée allemande et ancien député libéral, est mort le 24 septembre, à Reith, près d'Innsbruck (Autriche), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Hasso von Manteuffel était un des meilleurs professeurs de la 7<sup>e</sup> armée blindée allemande et ancien député libéral, qui fut des derniers demi-succès. Ce fut notamment un des inspirateurs et le plus brillant sur tous les fronts allemands des Ardennes, pendant l'hiver 1944, qui faillit rompre le front allié.

Il appartenait à une famille de soldats prussiens. Son grand-oncle, le maréchal von Manteuffel, fut un des principaux chefs militaires de la guerre de 1870-1871. Hasso von Manteuffel, né le 14 janvier 1897, à Postdam, reçut l'éducation dans une école des « junkers », fut cadet puis officier. En 1933, il est major. On ne parlera de lui qu'à partir du moment où l'armée allemande commença à reculer sur tous les fronts. Habile tacticien, il freinera partout où il sera engagé les défilés et les replis.

Après la victoire britannique d'El Alamein et la course vers Tunis, en janvier 1943, commandant une division, il contre-attaqua sous les ordres de son Armée vers Béja et Médéa. En Bob, Extrême la menace par les fronts de l'Est avec la 7<sup>e</sup> panzer division, il ralentit, par une attaque de flanc, la poussée russe vers Kiev, puis en mai 1944, l'offensive de Konev vers la Roumanie.

Hitler, pour une fois confiant dans les qualités professionnelles d'un général qui n'est pas inscrit au parti nazi, lui confia, en quarante-sept ans de commandement d'une armée, la 7<sup>e</sup> armée blindée. Sous les ordres du maréchal von Rundstedt, Manteuffel, qui avait été un des inspirateurs du plan, poussa, à Noël 1944, à travers les Ardennes et atteignit la Meuse. Mais Bradley et Patton réussirent à colmater la brèche.

Lorsque l'Allemagne capitula, Manteuffel ramena vers l'Ouest deux cent mille hommes désarmés pour éviter leur capture par les Soviétiques. Il devient fondé de pouvoir dans une entreprise métallurgique, entreprend une carrière politique. Il s'inscrit au parti libéral (F.D.P.) et joue un rôle dans le débat sur la Communauté européenne de défense (C.E.D.). élu député en 1953, il est de ceux qui relient l'ordre de la

## SPÉCIALISTE DES BLINDÉS

### Le général Hasso von Manteuffel est mort

Le général Hasso von Manteuffel, ancien commandant de la 7<sup>e</sup> armée blindée allemande et ancien député libéral, est mort le 24 septembre, à Reith, près d'Innsbruck (Autriche), à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Hasso von Manteuffel était un des meilleurs professeurs de la 7<sup>e</sup> armée blindée allemande et ancien député libéral, qui fut des derniers demi-succès. Ce fut notamment un des inspirateurs et le plus brillant sur tous les fronts allemands des Ardennes, pendant l'hiver 1944, qui faillit rompre le front allié.

Il appartenait à une famille de soldats prussiens. Son grand-oncle, le maréchal von Manteuffel, fut un des principaux chefs militaires de la guerre de 1870-1871. Hasso von Manteuffel, né le 14 janvier 1897, à Postdam, reçut l'éducation dans une école des « junkers », fut cadet puis officier. En 1933, il est major. On ne parlera de lui qu'à partir du moment où l'armée allemande commença à reculer sur tous les fronts. Habile tacticien, il freinera partout où il sera engagé les défilés et les replis.

Après la victoire britannique d'El Alamein et la course vers Tunis, en janvier 1943, commandant une division, il contre-attaqua sous les ordres de son Armée vers Béja et Médéa. En Bob, Extrême la menace par les fronts de l'Est avec la 7<sup>e</sup> panzer division, il ralentit, par une attaque de flanc, la poussée russe vers Kiev, puis en mai 1944, l'offensive de Konev vers la Roumanie.

Hitler, pour une fois confiant dans les qualités professionnelles d'un général qui n'est pas inscrit au parti nazi, lui confia, en quarante-sept ans de commandement d'une armée, la 7<sup>e</sup> armée blindée. Sous les ordres du maréchal von Rundstedt, Manteuffel, qui avait été un des inspirateurs du plan, poussa, à Noël 1944, à travers les Ardennes et atteignit la Meuse. Mais Bradley et Patton réussirent à colmater la brèche.

Lorsque l'Allemagne capitula, Manteuffel ramena vers l'Ouest deux cent mille hommes désarmés pour éviter leur capture par les Soviétiques. Il devient fondé de pouvoir dans une entreprise métallurgique, entreprend une carrière politique. Il s'inscrit au parti libéral (F.D.P.) et joue un rôle dans le débat sur la Communauté européenne de défense (C.E.D.). élu député en 1953, il est de ceux qui relient l'ordre de la

## LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces et d'informations. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

صكبات الاميل

# A TRAVERS LE MONDE

## Afghanistan

L'AMBASSADEUR D'AFGHANISTAN EN IRAN, M. Najib, a été relevé de ses fonctions. Le ministre afghan des affaires étrangères a informé les autorités iraniennes qu'il n'assurait plus aucune fonction officielle, un mois après la remise des lettres de créance. M. Najib aurait été victime d'une purge ordonnée par le président Taraki contre certains cadres qui avaient aidé à prendre le pouvoir en avril. — (Reuter.)

## Cambodge

LES TROUPES VIETNAMIENNES ont subi de lourdes pertes lors d'une bataille qui a eu lieu entre le 27 août et le 3 septembre dans la plantation de Krok, en territoire cambodgien. L'armée vietnamite a subi de lourdes pertes, le correspondant du journal pro-chinois de Hongkong Wen Wei Po, qui a visité le champ de bataille. Ces informations ont été reprises par Radio Phnom-Penh, qui confirme ainsi la présence de troupes vietnamiennes sur son sol. — (A.F.P.)

## Chili

LE PROCES RELATIF A L'ASSASSINAT D'ORLANDO LETELIER débutera le 8 janvier prochain aux Etats-Unis, à San Francisco, le 25 septembre à Santiago. L'avocat représentant le gouvernement américain pour l'enquête ouverte après la mort, survenue il y a deux ans à Washington, de l'ancien ministre des affaires étrangères chilien, M. Alfredo Etcheberry, a précisé que le procès aurait lieu même si la Cour suprême de Santiago ne donnait pas suite aux demandes d'extradition déposées par la justice américaine.

## Etats-Unis

M. ALLAN BAKER, ingénieur de trente-huit ans, qui veut entreprendre des études de médecine, a commencé, lundi 25 septembre, à suivre les cours de la faculté de médecine de Davis, qui dépend de l'université de Californie. Le refus initial de la faculté de Davis d'accepter M. Baker, malgré des notes suffisantes des quotas d'admission favorisant les minorités ethniques (M. Baker est de race blanche), avait suscité un débat national, que la Cour suprême a tranché en faveur du candidat. (le Monde du 30 juin) (A.F.P.)

## Laos

L'ARMEE LAOTIENNE a lancé, le 6 septembre, une attaque par terre et par air contre une base de maquisards antigouvernementaux méos, a déclaré lundi 26 septembre, un responsable méo réfugié en Thaïlande. Cinq cents Méos ont traversé la frontière la semaine dernière pour chercher asile en Thaïlande. — (Reuter.)

## Liban

LE SOUDAN a décidé de ne pas renouveler le mandat de son contingent engagé dans la Force arabe de dissuasion au Liban, a annoncé samedi 23 septembre l'agence de presse officielle soudanaise. Le mandat écrit en octobre prochain. Le Soudan a officiellement informé le secrétaire de la Ligue arabe de sa décision, à laquelle aucune raison n'a été donnée. — (A.F.P.)

## Saint-Marin

LE « CONSEIL GRAND ET GENERAL » (Parlement) a élu les deux capitaines régents qui dirigeront l'exécutif à partir du 1<sup>er</sup> octobre prochain, pour une durée de six mois. L'un est communiste, l'autre socialiste.

## Tanzanie

QUATORZE HOMMES ONT ÉTÉ CONDAMNÉS A MORT par pendaison à Singida (Tanzanie) pour le meurtre

## Vietnam

LES ETATS-UNIS ET L'AUSTRALE ont promis de donner asile à mille deux cents réfugiés vietnamiens, qui sont arrivés, jeudi 21 septembre, dans l'île déserte indonésienne de Penghio, située entre Bornéo et Singapour. Ces réfugiés, qui se trouvaient à bord de quatre embarcations, avaient été recueillis en mer par un cargo et débarqués dans l'île en attendant qu'un pays tiers propose des conditions qui n'ont pas été écartées. — (A.F.P.)

## Zaire

ON ANNONCE OFFICIELLEMENT A KINSHASA que plus de quinze mille réfugiés et exilés politiques zairois ont déjà regagné le Zaire — principalement la région du Shaba — depuis la promulgation de la loi d'amnistie générale en juillet dernier. La majeure partie de ces réfugiés viennent d'Angola et de Zambie et sont provisoirement installés dans la région de Kolwezi. — (A.F.P.)

صكناك الامم

AMÉRIQUES

Nicaragua

LA SANGLANTE RÉPRESSION A RENFORCÉ LA HAINE DE LA POPULATION A L'ÉGARD DU RÉGIME

De notre envoyé spécial

Managua. — Le silence qui règne aujourd'hui sur le Nicaragua est celui des cimetières. L'insurrection lancée par les sandinistes et la riposte de la garde nationale du général Somoza ont fait plusieurs milliers de morts. Le bilan exact de cette guerre ne sera jamais connu : les familles ont enterré secrètement les corps de leurs fils pour échapper à une éventuelle répression ; l'armée a creusé des fosses communes pour les civils, chargés en toute hâte des morts dans des camions anonymes afin d'en dissimuler le nombre, et la Croix-Rouge a dû brûler beaucoup de cadavres pour éviter les épidémies.

Le centre des principales villes est dévasté. Les roquettes de l'aviation, les bombes des insurgés, les incendies volontaires de part et d'autre, ont détruit les immeubles, les banques, les marchés couverts. Beaucoup de maisons « somozistes » ont été rasées, d'autres, abandonnées par leurs habitants, ont été la proie

des pillards. Les mitrailleurs de la garde nationale ont dévasté des milliers d'habitations. Dans certaines villes, des barricades érigées par le Front sandiniste ont rendu les rues impraticables ; ailleurs, c'est la garde nationale elle-même qui a coupé les voies d'accès vers ses casernes en sabrant les rues au bulldozer. En de nombreux endroits, les installations électriques, téléphoniques et les communications ont été durablement endommagées. Les stocks de nombreux magasins ont été détruits, ainsi qu'un grand nombre de véhicules de toutes sortes.

Dans beaucoup de villes, c'est le retour à l'économie de subsistance, voire à la misère pure et simple. Les quartiers populaires, qui ont souffert le plus acutalement des sandinistes, étaient déjà les plus démunis avant l'insurrection. Ils ont connu les combats les plus acharnés. Ravagés, ils sont aujourd'hui exposés aux représailles du régime.

La haine

Ce qui demeure, c'est la haine. Les quelques quatre-vingts journalistes qui pendant deux ou trois semaines ont sillonné le pays dans tous les sens sont arrivés à la même conclusion : le régime du président Somoza est profondément haï par le peuple ; c'est une rancoeur qui se transmet d'une génération à l'autre, tout comme le clan Somoza se transmet depuis plus de quarante ans le Nicaragua. Le sentiment qui prévaut maintenant, plus que la tristesse devant l'échec, c'est le désir de vengeance. Avant hérité de son origine nord-américaine la mentalité d'une armée coloniale, la garde nationale est perçue par la population comme son bourreau ; les militaires le savent, et, dans leur majorité, ont peur : ils n'en sont que plus disposés à servir contre cette population qui les menace de toutes parts.

Il y a dans les objectifs qui sont assignés à cette armée, bien équipée et bien entraînée, quelque chose de médiéval et de primitif. Pour les Somoza, il ne s'agit pas seulement d'écraser

un groupe de guérilleros, mais aussi de punir l'insurrection d'une population vassale. D'où ces quatre ou cinq jours de mitrailleurs aériens contre la ville d'Estelí, les civils abattus sans sommation « pour servir d'exemple », les enfants et les adolescents arrachés à leurs parents et exécutés sommairement « afin que la jeunesse comprenne ».

Le régime semble vivre dans une sorte de délire archaïque. Le « fait du prince » est conforme à l'ordre naturel des choses, alors que ce que l'on nomme la « politique » apparaît comme une perversion. L'appui général que la population a accordé aux sandinistes est le résultat d'un phénomène simple : l'expérience vécue de l'absurdité de ce régime. L'injustice est si insupportable qu'elle pousse des adolescents armés de revolvers à se lancer contre des automitrailleurs. Avant d'être condamnée pour des « raisons objectives » par ceux qui sont capables de les concevoir, la dictature nicaraguaise est d'abord vaine pu-

rement et simplement par ceux qui la subissent. Les pays étrangers d'interrogent en termes d'équilibre géo-politique, de stabilité de l'Amérique centrale, de menace « communiste », ou au contraire de « libération socialiste », mais, sur le terrain, la guerre civile du Nicaragua se déroule à un niveau presque anecdotique, comme dans un mauvais film.

Une famille démesurément enrichie tient un pays en coupe réglée et se paie le luxe d'une armée privée efficace. Une population cherche à tâtons les moyens d'échapper à la sujétion. Quand le conflit éclate, il res-

semble à une guerre mexicaine. Le scénario a presque un siècle de retard. Il illustre parfaitement l'immobilisme de la vie politique latino-américaine depuis l'indépendance. Si un mouvement semblable était possible au Paraguay, en Bolivie, en Uruguay, au Guatemala, en Colombie ou au Brésil, il aurait sans doute le même visage. Dans le cas du Nicaragua, le contraste entre les forces en présence constitue l'élément le plus frappant : d'un côté des insurgés sommairement armés, de l'autre des adversaires équipés à l'américaine et entraînés par des spécialistes des Etats-Unis.

La responsabilité des sandinistes

Le Front sandiniste semble avoir sous-estimé la force de la garde, qu'il n'avait jamais affrontée sur une telle échelle. Bien que le manque d'argent y soit sans doute pour quelque chose, on comprend mal comment un mouvement national a pu être déclenché sans que les combattants disposent d'armes capables de tenir tête aux véhicules blindés de la garde, ou même aux vieux avions dont elle s'est servie pour mitrailler les villes. La disproportion des forces paraît beaucoup plus grande que dans le cas des guérilleros de Fidel Castro contre l'armée de Batista. D'autant plus que l'armée de Batista n'entretenait pas avec celui-ci les rapports pour ainsi dire consubstantiels que la garde entretient avec le clan Somoza.

Enfin, la garde se bat pour elle-même. Si Somoza autorise ses alliés à placer leur fortune à l'étranger, il interdit en revanche aux membres de la garde d'en faire autant. Ceux-ci ont donc le dos au mur. La débandade morale sur laquelle comptait le Front ne s'est pas produite. L'armée ne s'est pas rendue après les premiers combats. Il y a bien eu des défections parmi elle — on parle de quatre cents à cinq cents sur un effectif de près de huit mille hommes — et des départs de complot, mais

rien qui ait sérieusement handicapé le régime. Le Front avait également tablé sur le fait que seule une petite partie de la garde, environ un millier d'hommes, pour la plupart appartenant à l'école d'infanterie dirigée par le fils de Somoza, est vraiment opérationnelle. Les autres effectifs sont occupés par des tâches de police et de transmission dans des postes dispersés dans des forts aux quatre coins du pays et sont moyennement équipés. Ce sont donc les unités du fils de Somoza qui ont livré le combat contre les sandinistes, et ceux-ci espèrent à la fois les épuiser et leur infliger peu à peu des pertes qui auraient fini par compter. À la fin de la première semaine, cette tactique semblait porter ses fruits. Les gardes étaient effectivement fatigués, de plus en plus éloignés de la capitale puisqu'ils « pacifiaient » le pays en allant vers le Nord. Si les villes avaient tenu, et si le raid lancé au sud depuis le Costa-Rica avait été un succès, la garde se serait effectivement trouvée dans une situation difficile. Il eût été alors possible pour les sandinistes d'envoyer un assaut contre Managua. Mais les villes n'ont pas tenu, le raid a été repoussé et il a fallu renoncer à la grande offensive contre la capitale. C'est la tendance insurrection-

nelle du Front sandiniste, dite « terroriste » (favorable à une « troisième » voie, comportant une alliance avec les milieux bourgeois démocrates), qui a fini par imposer la lutte ouverte contre Somoza. Pour la branche plus ancienne, celle de la G.F.P. (Guerra populaire prolongée), l'idée de livrer une guerre ouverte et de s'appuyer sur l'opposition « bourgeoise » était à la fois aventuriste et idéologiquement erronée. La même réaction au sein de la branche dite « prolétarienne », qui, quant à elle, tomberait volontiers dans l'aventurisme et le « sectarisme ». Pourtant, ces deux branches s'étaient ralliées au « terrorisme » auquel le succès de l'attaque du palais national paraissait donner raison. Maintenant que cette thèse a échoué sur le terrain, les discussions sur la stratégie à adopter vont redoubler d'intensité au sein du Front sandiniste de libération.

Un groupe politique sort renforcé de cette crise : le rassemblement hétérogène que constitue le Front démocratique d'opposition (F.A.O.). Une partie du F.A.O. n'est pas fatiguée de voir que l'allié sandiniste, exigeant et incontrôlable, s'est fait étriller. L'offensive du Front a accru d'autre part l'isolement de Somoza dans le pays et à l'étranger. Les difficultés économiques sont aggravées et une gestion plus rationnelle du pays devient plus que jamais nécessaire. Vainqueur militairement, Somoza sort du conflit politiquement diminué. Le F.A.O. n'a rien perdu sur ce plan, ayant provoqué et soutenu une grève générale du secteur privé qui dure depuis près de quatre semaines.

À titre individuel, les responsables du F.A.O. ont toujours été en contact avec Somoza depuis le début de la crise. Maintenant, les négociations vont vraiment commencer. Si les leçons de l'histoire ont d'une quelconque utilité, ces pourparlers devraient aboutir. D'une part, la famille Somoza s'est prêtée plusieurs fois dans le passé à des « fausses sorties » destinées à protéger l'essentiel de son pouvoir ; d'autre part, le principal parti d'opposition — le parti conservateur — a accepté lui aussi à plusieurs reprises un compromis avec les Somoza.

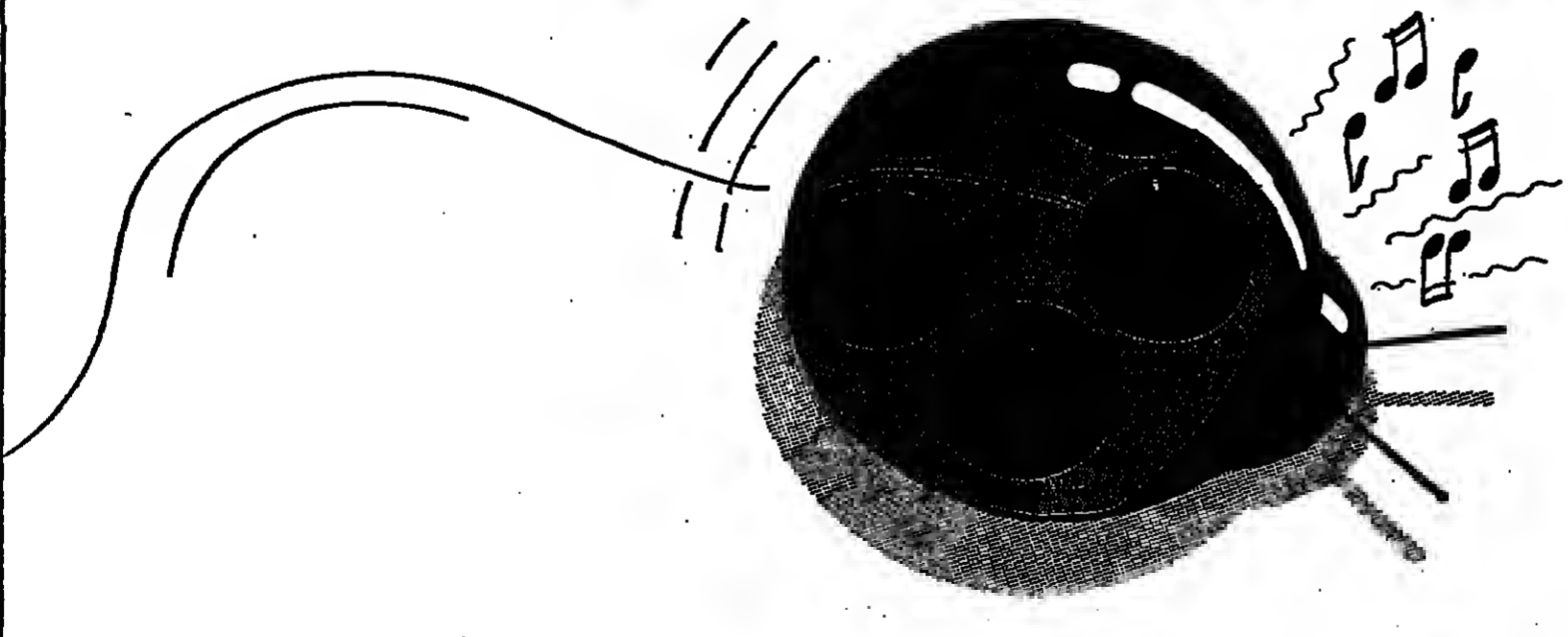
afin d'obtenir sa part du gâteau. Le dernier en date remonte à 1972, lorsque Anastasio Somoza Debayle fit accepter à l'opposition le gouvernement d'un triumvirat dans lequel les conservateurs avaient un représentant. Le président arrivait alors à expiration de son mandat et n'était pas immédiatement rééligible. L'opposition n'a rien gagné à cet intermède qui dura deux ans.

C'est pourtant une solution de ce style qu'elle recherche en ce moment. Un accord entre Somoza et l'opposition paraît sans doute un pis-aller pour une partie des Nicaraguayens. Mais le dégoût qu'inspire à la majorité de la population le clan Somoza lui-même persistera, les sandinistes reviendront à l'attaque et la garde continuera d'être considérée comme une armée d'occupation.

ALAIN-MARIE CARRON.

Advertisement for SIMMONS and CAPÉLOU mattresses and bedding. Text includes: 'Votre santé c'est sérieux... Alors choisissez sérieusement votre litier', 'matelas et sommiers', 'SIMMONS', 'EXPOSITION CENTRE D'ESSAI CAPÉLOU', 'DISTRIBUTEUR SEULE ADRESSE DE VENTE: 37, av. de la République (11\*) TEL.: 357.46.35 MÉTRO PARMENTIER', 'LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE'.

TOUT SPECIALISTE HI-FI PEUT VOUS VENDRE UNE AKAI. SEUL MUSIQUE ET SON VOUS OFFRE EN PLUS L'ASSISTANCE LOCATEL.



- \*Schubert Paris 3\* - 160 bis, rue du Temple 887.5.47
\*Bizet Paris 5\* - 78, bd Saint-Germain 326.42.31
\*Bach Paris 6\* - 8, rue de Babylone 548.93.44
\*Berlioz Paris 8\* - 23, rue de la Pépinière 387.54.94
\*Rossini Paris 10\* - 48, bd Beaumarchais 700.84.46
\*Mozart Paris 16\* - 11, avenue Mozart 527.01.47

- \*Offenbach Paris 17\* - 6, bd de Courcelles 227.69.47
\*Gounod Paris 18\* - 1, square Chaponcourt 258.04.35
\*Wagner Boulogne - 12, bd Jean-Jaures 605.44.34
\*Bernardini Neuilly - 21, rue du Château 624.55.80
\*Lully Versailles - 67, rue de la Paroisse 951.03.57
et à Auxerre chez Novoca spécialiste Hi-Fi (Yonne)

Liste des services Locatel. Les services Locatel se composent de 9 garanties. La sélection actualisée. L'installation gratuite. La double garantie. Le service maintenance. Le dépannage express. Le service ambiphonie. Le service décoration. Le droit à l'erreur. Le service revente privilégié.

musique & son LE PREMIER RESEAU HI-FI DE LA REGION PARISIENNE.

# Les prélabales du parti socialiste à l'élargissement de la C.E.E.

Le bureau exécutif du parti socialiste s'est livré mardi 26 septembre à un ultime examen du rapport élaboré par M. Georges Sutra et consacré à l'élargissement de la C.E.E. à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne. Ce document doit encore être soumis aux députés et sénateurs socialistes qui se réunissent pour en débiter mercredi 27 septembre à Montpellier. Dans sa version actuelle, il n'engage donc pas définitivement le P.S.

Intitulé « Pour une autre Europe », ce rapport comprend cinq parties. Nous publions

ci-dessous l'essentiel du troisième chapitre, qui a pour titre : « Les prélabales indispensables pour des socialistes ».

Le terme même de « prélabale » soulève quelques difficultés. M. Robert Pontillon, sénateur des Hauts-de-Seine et président de l'union des P.S. de la C.E.E., fait par exemple observer qu'il n'est pas évident de parler de prélabale politique de principe du P.S. pour l'élargissement de la Communauté. Le seul prélabale figurant dans le programme commun de la

gauche était que les pays candidats se dotent de régimes démocratiques, ce qui est aujourd'hui réalisé.

A l'inverse, d'autres socialistes réservés face à l'intégration européenne, comme MM. Joxe, député de Saône-et-Loire, et Chevènement, député de Belfort, ou défenseurs des intérêts financiers nécessaires, font que toutes les décisions soient préparées, adoptées et suivies, dans la concertation la plus large, par les professionnels et les élus des régions concernées.

Enfin, cette position entraînerait sans doute l'échec du processus.

D'autres dirigeants socialistes, tel M. Gilles Martinat, membre du secrétariat, ont fait observer que, si le P.S. n'annonce pas clairement quel sera son vote lors de la procédure de ratification par le Parlement de l'élargissement de la C.E.E., il s'attendra reprocher son « flou artistique ». Une critique qui avait déjà été adressée aux socialistes, notamment par la P.C.F., lors des négociations d'actualisation du programme commun. — T.P.

Les garanties que pourrait promettre M. Giscard d'Estaing au sujet de l'élargissement à l'Espagne seraient exactement les mêmes que celles que nous avons obtenues vis-à-vis de l'Italie. C'est-à-dire l'absence de toute posture du libéralisme.

## A. - Le désordre monétaire

Selon les règles actuelles de la C.E.E., un Etat n'est tenu d'informer ses partenaires de son intention de procéder à une dévaluation de sa monnaie que dans le seul cadre d'un accord de « parités fixes ». Ce type d'accord ayant mal été écarté depuis fort longtemps nous avons plus qu'une garantie contre les dévaluations sauvages d'Etats qui seraient devenus membres de la C.E.E.

Les parités fixes furent remplacées par les « accords monétaires européens » qui prévoient le droit pour les monnaies de varier de 2,25 % en plus ou en moins. Cet étroit couloir de 4,5 % étant établi en unités de comptes exprimées en dollars, les fluctuations du dollar ont transformé ce couloir en « serpent ». On a amusé les Français avec les entrées et les sorties dans le « serpent », ce qui évitait de dire : « Nous quittons les accords monétaires européens ». Nous les avons en effet quittés pour la dernière fois le dimanche soir des élections cantonales, en mars 1976.

La Commission des Communautés, tournant le dos au traité de Rome qui prévoit dans ce cas précis de régulariser les échanges intracommunautaires par le système des prix minima, a inventé le système des montants compensatoires. On sait que les agriculteurs français, italiens, et demain des trois pays candidats sont les M.C.M. parce qu'ils jouent contre eux. Ce n'est pas suffisant pour les socialistes, et si nous ne pouvons pas être contre ce système, ce n'est pas suffisant parce qu'il joue contre nous, mais parce que ses principes ne sont acceptables ni au titre de la solidarité entre les nations riches et les pauvres ni au titre de l'efficacité économique. (...)

Comme il s'agit d'une compensation de monnaie à monnaie et même, pour le dire, de chaque monnaie par rapport à une autre, même, de chaque Etat par rapport à sa monnaie, les M.C.M. d'un pays doit s'appliquer à lui-même sans considérer quel que soit le produit, quel que soit le pays de destination, quel que soit le pays d'origine dans l'échange. Ainsi, le système en arrive à fonctionner à l'envers des échanges entre deux pays qui connaissent inégalement l'inflation au détriment de celui dont la monnaie se dévalue le moins vite. (...)

## B. - Le système des prix minima

Les prix agricoles communautaires sont fixés entre un « prix de référence », le prix souhaitable, comme son nom nous le dit, et un prix d'intervention qui pour certaines productions est un prix plancher garanti par les interventions, comme son nom l'indique. Or, si un produit est payé au producteur communautaire au prix communautaire, il ne peut arriver à la frontière qu'à ce prix majoré des frais d'approche. En s'il n'en était pas ainsi, c'est qu'il y aurait dumping, pratique frauduleuse. (...)

Ce respect du prix communautaire à l'arrivée dans les pays importateurs ne sera que le respect minimum de la loi : les produits du pays doivent respecter ce prix. Il faut et il suffit que les produits importés respectent la règle communautaire autant que les produits qu'ils concurrencent. Il faudra contrôler sérieusement les prix sur tous les parcours car on ne connaît que trop bien les soutèvements directs ou indirects sur les comptes anonymes des banques suisses. Les contrôles ne suffiront pas. Le droit de préemption, exercé par les offices nationaux ou européens là où ils

## C. - ... doit être étendu à l'agriculture méditerranéenne

Pour que ce prélabale soit réel il faut qu'il soit applicable à tous les secteurs de l'activité agricole. Nous venons de parler des prix de référence et d'intervention fixés par la Communauté et qui sont la garantie de revenu des agriculteurs. Il faut préciser que

certains produits que nous allons demander seront réalisés d'abord dans les échanges entre la France et l'Italie avant qu'un élargissement quelconque puisse être envisagé. C'est-à-dire l'absence de toute posture du libéralisme.

Notre première revendication est l'absence de monnaies vertes et des M.C.M. et nous demandons que les échanges intracommunautaires agricoles soient régis par le système des prix minima, exprimé par le traité de Rome dans son article 44 paragraphe 1. On peut s'étonner qu'à des règlements monétaires, que nous jugeons inacceptables, nous opposions des propositions en matière d'organisation des marchés agricoles. C'est bien là, en effet, le fond de notre démarche. La monnaie est l'instrument de mesure du capitalisme. Elle ne doit pas être l'instrument de régulation des échanges, tout particulièrement en matière agricole.

Nous voulons, par ailleurs, construire une coopération monétaire tournée vers l'extérieur. L'Europe doit avoir une politique monétaire commune à l'égard des pays tiers. Mais les harmonisations monétaires internes sont un piège. Le rêve de faire régir les échanges intracommunautaires par les monnaies vertes et les M.C.M. nous a amené à nous soumettre de la part des économistes et monétaires. On ne voit que ruines fumantes dans ce désastre. (...)

Nous sommes pour une coopération raisonnée et un accord dans le maintien des différences. Ou bien nous aurons une monnaie européenne, ou bien chaque Etat à sa monnaie. La fuite en avant giscardienne, les mises en scène carolingiennes d'Alx-la-Chapelle, les incantations à l'empereur d'Occident ne remplacent pas l'office des vins et les autres produits agricoles. Les échanges entre deux pays qui connaissent inégalement l'inflation au détriment de celui dont la monnaie se dévalue le moins vite. (...)

Si l'élargissement doit s'accompagner d'un alignement sur les règles libérales les plus avancées, c'est la méthode qui fut appliquée entre la France et l'Italie en 1970 — le vignoble espagnol va descendre en plaine et bénéficier de l'excédent. Le rendement et la production feront un bond. Cette évolution n'est pas fatale, elle n'aura lieu que si nous n'arrivons pas à imposer les correctifs indispensables au libéralisme.

Nous avons toujours dit que la crise viticole que nous subissons depuis dix ans était évitable. Elle n'est pas insurmontable. Les chiffres de la production et de la consommation, ni en France ni en Europe. (...)

La C.E.E. dit qu'elle ne veut pas de « protectionnisme nouveau » qui entrainerait des excédents supplémentaires. Si vraiment le limitation des rendements et l'interdiction des plantations doivent entraîner des excédents, il faut croire que les mots n'ont pas le même sens en France qu'à Bruxelles. Et pourtant nous pensons arriver, quant à nous, à un accord de tous les socialistes européens sur l'orientation à suivre en Europe en matière de politique viticole. (...)

Le 19 juillet 1978, à Asti, les responsables viticoles des commissions agricoles nationales du P.S. et du P.C.F. ont mis d'accord sur un texte qui montre de façon très claire vers où il faut aller. Les bases sont posées pour que nous déposions un projet d'office européen des vins, dans les mêmes

termes, devant nos Parlements respectifs. LES FRUITS ET LEGUMES. En matière de fruits et légumes, nous devons aller résolument dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, les agriculteurs des régions viticoles provençales, languedociennes et catalanes, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe. On ne peut que constater l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, les primes d'arrachage pour le verger existent. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins. On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national. L'élaboration de ce cadastre permettra d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité. (...)

Le maintien des calendriers des périodes d'importations comparées des dates précises est une condition indispensable de maintien d'activité pour des productions aussi diverses que les pêches ou les coquillages. Les arboriculteurs et les apiculteurs seraient contraints d'abandonner totalement des secteurs entiers de production si ces calendriers étaient supprimés. Nous le prévoyons et nous le réalisons déjà : le gouvernement pour certains produits. (...)

Tout le reste des productions méditerranéennes, tous les légumes, sauf ceux, tous les fruits sauf ceux, l'huile d'olive, les fleurs coupées, les plantes à parfum, etc. n'ont absolument aucune organisation pour le moment. On ne peut pas que prix on serait respecté à des importations puis qu'il n'y a ni prix d'orientation, ni prix d'intervention, ni quelque embryon d'organisation que ce soit.

Il faut donc que les organisations de marché dont bénéficient les productions végétales et animales de la moitié Nord de l'Europe soient étendues à la moitié Sud. Lorsque cette discrimination à l'égard du Sud sera abolie, elle restera cependant comme une marque d'approbation de la Communauté économique européenne.

Voici donc ce prélabale des prélabales exprimé le plus clairement possible : Un prix communautaire, garanti au producteur pour toutes les productions de la Communauté, qui soit respecté, exprimé dans la monnaie officielle du pays sur lequel il se trouve, sur lequel il se trouve, sur lequel il se trouve. (...)

C'est bien là le prélabale sine qua non : « L'extension de la garantie à toutes les productions agricoles, méditerranéennes en particulier, et la vérification aux

## D. - Les offices européens

### LE VIN.

Nous commencerons cette fois-ci par le vin. En effet, le parti socialiste a déposé son projet, sous forme de proposition de loi, dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, les agriculteurs des régions viticoles provençales, languedociennes et catalanes, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe. On ne peut que constater l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, les primes d'arrachage pour le verger existent. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins. On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national. L'élaboration de ce cadastre permettra d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité. (...)

Le maintien des calendriers des périodes d'importations comparées des dates précises est une condition indispensable de maintien d'activité pour des productions aussi diverses que les pêches ou les coquillages. Les arboriculteurs et les apiculteurs seraient contraints d'abandonner totalement des secteurs entiers de production si ces calendriers étaient supprimés. Nous le prévoyons et nous le réalisons déjà : le gouvernement pour certains produits. (...)

Mais les calendriers ne seront d'aucun secours pour ce qui concerne les conserveries, et là, des contingents sont à réserver, et l'interdiction de ventes en dessous des prix de revient. (...)

Il faut que l'administration européenne soit capable de gérer les produits sensibles, tant dans nos régions que dans les Etats membres de la C.E.E. et des pays candidats. Il faut que l'Etat s'engage sur une politique efficace de soutien. (...)

### LES FRUITS ET LEGUMES.

En matière de fruits et légumes, nous devons aller résolument dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, les agriculteurs des régions viticoles provençales, languedociennes et catalanes, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe. On ne peut que constater l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, les primes d'arrachage pour le verger existent. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins. On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national. L'élaboration de ce cadastre permettra d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité. (...)

frontières par le système des prix minima exprimé dans la monnaie officielle du pays destinataire pour ne plus jamais revoir les « monnaies vertes ». Le prélabale des prélabales, sera donc l'opinion exprimée au paragraphe 2 de l'article 44 du traité de Rome. C'est là, n'en doutons pas, une révolution majeure. (...)

Les prix minima, la frontière commune, la première du système permettront d'alléger les périodes d'adaptation aux pays les moins développés sans que cela perturbe l'économie des autres pays. Pour éviter les disparités entre les personnes travaillant pour l'exportation et les autres, le pays le plus avancé pourra alors prélever sur son investissement une part sous la forme d'un droit de douane à l'exportation, ou sous toute autre forme, dès lors que la frontière de l'importateur le prix européen sera effectif. Voilà un véritable véritable solidarité on ce ne sera plus le riche qui prélevera le droit de douane sur le travail du pauvre. (...)

Nous l'avons vu, ces prix minima devront être accompagnés de véritables offices qui assurent que le producteur reçoit bien le revenu que la C.E.E. veut lui assurer et qui doit progresser (art. 39). Il faut pour cela de véritables Offices européens et régionaux qui assurent les contrôles et le droit de préemption, arme de dissuasion contre les trafiquants. (...)

### LES FRUITS ET LEGUMES.

En matière de fruits et légumes, nous devons aller résolument dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, les agriculteurs des régions viticoles provençales, languedociennes et catalanes, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe. On ne peut que constater l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, les primes d'arrachage pour le verger existent. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins. On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national. L'élaboration de ce cadastre permettra d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité. (...)

Le maintien des calendriers des périodes d'importations comparées des dates précises est une condition indispensable de maintien d'activité pour des productions aussi diverses que les pêches ou les coquillages. Les arboriculteurs et les apiculteurs seraient contraints d'abandonner totalement des secteurs entiers de production si ces calendriers étaient supprimés. Nous le prévoyons et nous le réalisons déjà : le gouvernement pour certains produits. (...)

Mais les calendriers ne seront d'aucun secours pour ce qui concerne les conserveries, et là, des contingents sont à réserver, et l'interdiction de ventes en dessous des prix de revient. (...)

Il faut que l'administration européenne soit capable de gérer les produits sensibles, tant dans nos régions que dans les Etats membres de la C.E.E. et des pays candidats. Il faut que l'Etat s'engage sur une politique efficace de soutien. (...)

Mais les calendriers ne seront d'aucun secours pour ce qui concerne les conserveries, et là, des contingents sont à réserver, et l'interdiction de ventes en dessous des prix de revient. (...)

### LES FRUITS ET LEGUMES.

En matière de fruits et légumes, nous devons aller résolument dans le même sens, avec des modalités différentes, adaptées aux productions, et discutées avec les professionnels. En ce moment, les agriculteurs des régions viticoles provençales, languedociennes et catalanes, la France, l'Italie et l'Espagne courent à la catastrophe. On ne peut que constater l'euphorie. Les pépiniéristes, dans les trois pays, ne peuvent pas fournir. Pendant ce temps, les primes d'arrachage pour le verger existent. Personne ne peut dire combien d'hectares sont plantés, ni quels sont les besoins. On ne fera rien de sérieux sans un cadastre fruitier, comparable au cadastre viticole, qui sera d'abord un instrument de connaissance du verger national. L'élaboration de ce cadastre permettra d'orienter les productions en fonction des besoins connus et prévisibles. Tous les professionnels sont conscients de cette nécessité. (...)

tion des marchés pour ces productions, appuyées sur les mécanismes régulateurs nationaux ou de préférence communautaires, mais de toute façon régionalisés, et dotés des moyens techniques et financiers nécessaires, fait que toutes les décisions soient préparées, adoptées et suivies, dans la concertation la plus large, par les professionnels et les élus des régions concernées.

Nous demandons la parité des agriculteurs, dans tous les organismes, représentants des collectivités locales, etc. Ces offices, ces mécanismes régulateurs sont la meilleure modalité pratique pour la mise en place d'organisations viticoles des marchés. Ce deuxième paragraphe des offices par produits est l'application du principe d'organisation des marchés définis à l'article 40 du traité de Rome, paragraphe 2, dont il est précisé à l'article 43 que les Etats ne pourraient s'y opposer que si l'organisation communautaire ne donnait pas à leurs producteurs des garanties équivalentes à celles de leurs organismes nationaux. Personne ne pourrait donc, au terme du paragraphe 2, s'opposer à de véritables offices qui apporteraient aux agriculteurs d'Europe des garanties sérieuses de revenu et d'écoulement de leurs productions. (...)

Le troisième prélabale est qu'il n'y ait pas de calendrier arbitraire pour déclarer terminées les périodes transitoires que ne le seraient pas effectivement. Prenons l'exemple du marché commun viticole ouvert en juillet 1970. Les « harmonisations » prévues et promises entre les deux viticulteurs français et italiens concernaient cinq points précis : la fiscalité, l'oenologie, le cadastre viticole et les lois sur les plantations, et enfin progressivement les salaires et les charges sociales. Nous sommes en 1978, rien de tout cela n'a été fait, rien du grand défilé de la période transitoire terminée en 1972. On a donc déclaré en 1972 qu'il y avait un marché viticole commun avec des règles communes, et c'est à nous de déclarer la période transitoire terminée en 1972. On a donc déclaré en 1972 qu'il y avait un marché viticole commun avec des règles communes, et c'est à nous de déclarer la période transitoire terminée en 1972. On a donc déclaré en 1972 qu'il y avait un marché viticole commun avec des règles communes, et c'est à nous de déclarer la période transitoire terminée en 1972. (...)

### L'ORGANISATION DES MARCHES, QUESTION MAJEURE.

Les agriculteurs des pays développés et les Etats du tiers-monde sont dans la même position vis-à-vis des multinationales. On leur parle d'équilibre et de solidarité, et ils vivent une réalité de domination des uns et des autres n'en sortront que par la stabilisation des prix des matières premières et des produits agricoles. Le grand débat européen est bien celui-là. La France de Giscard d'Estaing vote, personne

### E. - Les périodes transitoires

quels la C.E.E. a vocation à intervenir auprès des Etats. (...) Nous dessinons pas une « croissance douce » de la construction européenne. Il faut préciser que si le volontarisme qui voulait déclarer achevée ce qui n'était pas, pour avancer, coûte que coûte, avait été couronné de succès, nous serions assez pragmatiques pour nous en féliciter. Mais nous ne voyons que désordre et mécontentement. Le pouvoir de la droite sacrage l'idéal européen. Précisons bien que la durée en soi ne nous intéresse pas, si elle n'est pas utilisée pour des réformes indispensables. Ce n'est pas que la période transitoire ait été déclarée close au bout de dix-huit mois pour reprendre l'exemple viticole, qui est plus grave. C'est que depuis huit ans on n'a rien fait qui aille dans le sens du traité de Rome et tout fait dans le sens du libre échange entre les régions communes. C'est un choix politique. (...)

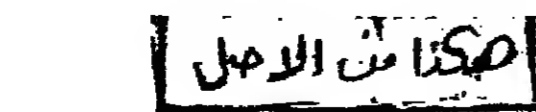
Si on regrette que nous proposons cette « Europe longue », que l'on fasse donc une monnaie, l'Europe sociale, l'Europe démocratique, alors l'Europe agricole se fera mieux et plus vite. Mais qu'il soit bien clair que nous ne croyons d'aucune promesse du pouvoir giscardien. Les prélabales ne sont pas pour nous des promesses de prélabales, mais des actes prélabales effectivement réalisés et constatés dans la vie des producteurs. Nos prélabales présentent un changement de l'Europe libérale. Nous ne posons pas qu'il faut que l'Europe soit socialiste. Ce serait hypocrite, et il vaudrait mieux alors dire non. (...)

Mais nous exigeons ces prélabales pour l'agriculture méditerranéenne, quelles que soient les circonstances politiques. Soyons précis : si vous avez un gouvernement socialiste à Madrid ou à Rome, nous demanderions les mêmes prélabales, car il y va de l'intérêt des agriculteurs espagnols, grecs ou portugais, de celui des agriculteurs italiens, comme de celui des agriculteurs français. (...) Non seulement nous nous réjouissons de la victoire des peuples grec, portugais ou espagnol sur le fascisme, mais pour ce qui est des modalités pratiques, des « prélabales », nous n'apportons aucun changement à leur présenter qui serait indigne des internationalistes et des socialistes que nous sommes. Nous n'avons rien à demander à ces peuples et tout à demander à la C.E.E. sur le fonctionnement inadmissible de la politique agricole communautaire. (...) (1) Georges Sutra fut le rapporteur de ce projet. (2) Voir le « Grappin » au point, de Georges Sutra.

## Le « Monsieur Méditerranée » du P.S.

Physiquement, M. Georges Sutra évoque un peu M. François Ceypres, président de la C.N.P.F. Avec un front plus dégarni. Ce viticulteur de quarante-huit ans dirige une exploitation de 20 hectares sur le causse de Montpellier, dans l'Hérault, à mi-chemin de Pézenas — où il est conseiller municipal — et de Toulon — où il préside la cave coopérative. M. Sutra a apporté au congrès du vin avant de se préoccuper de la vigne. Sa famille était, en effet, dans la négoce. Elle appartenait à cet artisanat soie qui, sous l'empire, n'hésitait pas à déléguer encore la république. Longtemps, pourtant, M. Georges Sutra a été préoccupé davantage de chèque-club de politique. En mars 1965, il apporte cependant son soutien à la campagne en faveur d'une candidature unique de la gauche

lancée par Jean Vilas. A l'époque, il ne connaissait pas M. François Mitterrand. Une fois achevée la première campagne présidentielle du député de la Nièvre, il participa à la création de la Convention des Institutions républicaines, dont il sera, dans l'Hérault, avec M. Gérard Deltau, l'un des piliers. A la fin des années 60, il s'engage dans le mouvement viticole, d'abord à travers le MOCEP, puis en prenant ses distances par rapport à cette organisation. Au sein du P.S., relancé par le congrès d'Épinay-sur-Seine, il contribua à animer — avec M. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire — la commission nationale agricole et le spécialiste plus particulièrement dans les questions concernant le sud du pays. Il est aujourd'hui considéré comme le « Monsieur Méditerranée » du P.S. — T.P.



LE P.S.

LE MONDE  
REVUE GRAND PUBLIS  
GRANDE LOGE  
DE FRANCE

صوتنا من الاصل



LE R.P.R. ET L'EUROPE

M. Chirac estime qu'il faut « surseoir à toute décision »

(Suite de la première page.) Pour lui, enfin, la protection de notre industrie, « que l'on était en droit d'attendre de la C.E.E. », se révèle « d'une parfaite inefficacité ». Sans oublier les questions monétaires. Sur ce point, M. Chirac juge que « la détermination s'est encore aggravée en dépit de projets soigneusement annoncés au cours de divers sommets européens, qui restent lettre morte ».

bien par arracher sous la pression de cinq au moins des Etats membres et avec le connivence d'une majorité de circonstance au Parlement français; ou bien une extension de facto de ses compétences, dès lors qu'elle serait libre de fixer son ordre du jour et qu'elle pourrait se réclamer de la légitimité que lui conférerait le suffrage populaire. Tout le reste n'est que vaine argumentation, depuis l'avis du Conseil constitutionnel rendu par l'art. 2 de la loi du 30 juin 1977, jusqu'aux bonnes paroles de nos gouvernements.

LES CONSULTATIONS ÉLECTORALES

M. Barre: les élections partielles n'expriment pas le sentiment général des Français

Invité à commenter les résultats des élections municipales partielles, M. Raymond Barre a déclaré, lundi 25 septembre, à Orléans (Vr) au miroir de T.P.: « Il ne faut pas en tirer des conclusions qui aillent au-delà de la signification d'élections partielles. Quand le pays a à se prononcer sur son choix de société et sur le rôle du gouvernement, le pays se détermine; il ne se détermine pas avec 30 ou 40 % d'abstention. La participation est alors massive. Une élection partielle est toujours dominée par des considérations générales et par des considérations locales. En ce qui concerne les considérations générales, il y a dans le pays un sentiment d'incertitude et d'inquiétude, mais, en ce qui concerne la politique à mener, le gouvernement la mènera avec continuité car c'est la seule qui puisse lutter contre le chômage ».

ne sera pas un soutien loyal », a-t-il ajouté. Interrogé sur les critiques formulées par le R.P.R. à l'encontre de sa politique économique et sociale, M. Barre a répondu: « Depuis que je suis premier ministre, je n'ai jamais eu à me plaindre du groupe parlementaire R.P.R. Loin de là! Le R.P.R. a toujours apporté ses votes au gouvernement. Je ne vois pas pourquoi — et le président du groupe me le disait encore récemment — il modifierait son attitude. Mais nous verrons bien. En ce qui me concerne, je pense que le gouvernement peut avoir confiance aux formations de la majorité ».

L'ÉLECTION PARTIELLE DE PARIS

Mme Perlican (P.C.) confirme son désistement en faveur de Mme Avicé (P.S.)

Mme Rolande Perlican, sénateur de Paris, candidate du P.C. dans la seizième circonscription de la capitale, devancée de 2 197 voix (pour 20 434 suffrages exprimés) par Mme Edwige Avicé a confirmé lundi 25 septembre son désistement en faveur de la candidate socialiste.

Mme Perlican a notamment déclaré: « Le résultat du scrutin est étonnant et du mécontentement contre les conséquences de la politique de pouvoir et de la majorité, de la volonté de changement de ceux et celles qui en subissent les méfaits. C'est pourquoi, conformément à la décision du comité d'arrondissement et des sections, je me désiste pour la candidature socialiste arrivée en tête de la gauche au premier tour. J'appelle les électeurs et les électrices communistes qui m'ont fait confiance à confirmer leur vote du premier tour en bulletin dimanche prochain, M. de La Malène, candidat de la majorité ».

DES RÉACTIONS

M. GABRIEL PERONNET, président d'honneur du parti radical, a déclaré: « La défaite de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber illustre les maux dont souffrent les partis de la majorité. L'absence de réformes audacieuses, une politique économique et sociale mal perçue, mal expliquée, s'ajoutant aux écueils perpétuels entre les partis, renforcent régulièrement les rangs de l'opposition. L'absence de centre-gauche se fait cruellement sentir. Cet électoral n'a d'autre alternative que d'apporter ses voix aux candidats socialistes ».

M. GUY GENNESSEAU, conseiller de Paris, animateur de la Fédération pour une démocratie radicale (minorité du M.R.G.), a déclaré lundi 25 septembre: « La victoire du P.S. Nizoni et celle prévisible de Paris sont avant tout la victoire du mécontentement et du ras-le-bol. On comprend que les Français qui ont la chance de pouvoir voter aujourd'hui manifestent ainsi leur dépit pour une politique économique qui ne cherche pas à prendre en compte les problèmes humains que pose la nécessaire restructuration industrielle. Dans ces conditions, rien n'est étonnant dans cet élan vers le parti socialiste que l'on voit aujourd'hui lors des élections partielles de 1973 et 1974. Cet élan semble s'aggraver cette fois-ci d'une poussée social-démocratique bien vivante, qui apparaît à travers chacun des scrutins de dimanche. Le P.S. peut ainsi complaire les pourcentages étonnants d'électeurs libérés aujourd'hui de la perspective de la victoire de la gauche avec le parti communiste ».

M. Christian de La Malène, candidat unique des partis socialiste et communiste qui masquent leurs dissensions, pour faire échec à la majorité. Tous les électeurs qui avaient en mars dernier choisi M. de La Malène pour les représenter doivent de nouveau se rassembler autour de lui. Il est temps de mesurer la portée de l'enjeu avec les difficultés que connaît actuellement la France, pour retrouver le plein emploi et la croissance. Chaque succès de l'opposition est un coup porté à la confiance du pays. Le R.P.R. est convaincu que, aujourd'hui, comme en mars dernier, les électeurs parisiens penseront que la victoire leur assurera le succès de M. de La Malène ».

LE FRONT NATIONAL, (extrême droite), que présida M. Jean-Marie Le Pen, a estimé: « M. Servan-Schreiber, inspirateur du président de la République, est écarté à Nancy, M. de La Malène, bras droit de M. Jacques Chirac, le sera dimanche prochain à Paris. La défaite de la majorité dans les cinq élections partielles ouvre l'ère de l'agitation. La majorité des électeurs français s'était manifestée clairement il y a six mois contre la coalition socialo-communiste. Elle condamne aujourd'hui les tentatives de coalition libérale avancée. Mais il y a une troisième voie, qui peut réunir la majorité des citoyens, celle du nationalisme. C'est la seule politique capable de faire échec au chômage, à l'inflation et à la décadence. Seule des formations politiques non parlementaires, le Front national en Jean-Sébastien Denis comme à Paris, voit sa position renforcée. Dans le même temps, avec 0,20 % des voix, le P.F.N. rejoint dans la tombe politique le cadavre de M. Tinter-Vignancourt ».

Rouge, quotidien de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a estimé: « Ces résultats électoraux sont toujours en contradiction avec la majorité réelle dans le pays: ils confirment les élections cantonales de 1976, les municipales de 1977 et le premier tour du 12 mars 1978. Que ce soit par les élections ou par la lutte, Giscard-Borrel demeurent profondément contestés, malgré leur victoire du 19 mars 1978. La majorité de l'Assemblée nationale apparaît usurpée ».

« LA LETTRE DE L'UNITÉ »: le P.S. porte les meilleures chances de l'union, donc de la victoire.

La Lettre de l'Unité, organe du P.S., publiée lundi 25 septembre 1978, a été notamment sous la plume de M. Georges Billon: « (...) À renouer avec la tactique antisocialiste du parti communiste. Contre la volonté du ministre de l'Électorat de gauche ce genre de crime ne paie pas. Bien au contraire, dimanche après dimanche, la base populaire montre qu'elle veut sérieusement à cassé son espoir de mars. Elle juge par ses votes l'état-major communiste, coupable d'avoir brisé l'alliance au moment où elle allait enfin gagner. Elle marque sa confiance accrue ou socialisme qui rassemble. Non pas à la l'Union machinistique qu'affaiblit le P.C. Elle est lasse de ces jeux dont la subtilité l'embrouille, mais parce qu'elle sent et voit que le P.S. porte les meilleures chances de l'union. Donc, la victoire. Il faut croire que tous ceux qui se retrouvent dans ce courant entendent le langage que leur parle le P.S. Et sont de plus en plus nombreux à approuver le maintien de sa ligne politique, ne jurent archaïque ni son discours, ni sa stratégie, ni son programme. Au contraire, ils montrent qu'ils y croient et y mettent leur confiance. C'est ce socialisme-là, dans l'unité, qu'ils veulent. Et non pas de changement d'orientation inspiré par le demi-échec de mars. Ils savent que c'est ainsi que la gauche aurait pu et dû gagner. Ce est ainsi qu'elle gagnera. Et pas seulement les sondages et les portails: si elle reste fidèle à elle-même ».

Mme YVONNE DORNÈS ST RÉELLE GRAND MAÎTRE LA GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

En terme de son mandat, qui s'est déroulé les 23 et 24 septembre à Paris, la Grande Loge Féminine de France (1) a réélue Mme Yvonne Dornès, qui avait succédé l'an dernier à Mme Guberte Colaneri. Fonctions de grand maître, puis quelques années, cette élue est strictement féminine, le en 1945, connaît un développement rapide. Elle compte actuellement près de trois mille membres.

Nous sommes spécialistes du coupon-réponse laissez-nous augmenter les rendements de vos annonces ou vos mailings. Demande de: documentations, visites, essais, rendez-vous, démonstrations, contacts, etc... La publicité (presse ou voie postale) qui sollicite une réaction concrète n'est pas une publicité comme les autres. En mettant un bon à découper ou un bas de n'importe quelle annonce, ou une carte-réponse pour accompagner n'importe quel mailing, on obtient... n'importe quel rendement! Le coût unitaire du message publicitaire augmente sans cesse; c'est une raison supplémentaire pour éviter le gaspillage des investissements et exiger un rendement satisfaisant. Pour obtenir le maximum de réponses, il faut des techniques spéciales appliquées par des spécialistes. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le nombre des contacts augmente, leur qualité aussi et, par conséquent, la rentabilité globale. Nous sommes certainement les meilleurs spécialistes français de la publicité à réaction concrète. laissez-nous 15 mn pour le prouver. Notre Directeur, Max de Mendez ou l'un de ses collaborateurs vous présentera nos performances authentiques et vérifiables. Pour cela, laissez-nous renvoyer ce bon par votre secrétaire et dès réception nous prendrons rendez-vous. Prière de contacter M. FIRME \_\_\_\_\_ FONCTION \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ AGENCE DE MENDEZ/WARWICK 12, RUE DE FLORENCE 75008 PARIS (01) 387.49.39+ NEW YORK - LONDRES - FRANCFORT - PARIS

POLITIQUE

LES JOURNÉES D'ÉTUDE PARLEMENTAIRES DE L'U.D.F.

M. Barre : je ne laisserai ni entamer ni dévier l'action gouvernementale

Toulon. — Passé, l'émotion des premières heures et l'agitation des manifestations syndicales à l'entour du centre culturel d'Olhonne...

De notre envoyé spécial

répondit directement au président de l'U.D.F. Celui-ci avait regretté la trop forte pression fiscale sur les cadres et les salariés...

parlementaires de l'U.D.F. eux-mêmes.

Au bout du compte, le premier ministre est apparu à ses hôtes toujours aussi sûr de lui-même, du bien-fondé de ses choix...

Toujours content !

Les élections générales que l'on gagne, ça c'est important. Mais les élections partielles que l'on perd, ça c'est moins...

changer de cap, puisque, lui, il est bien content ? Le R.P.R. distribue, à son habitude, les étonnements au pouvoir...



(Dessin de KONK.)

La première des quatre journées d'études des parlementaires de l'U.D.F. a été marquée par un certain nombre d'incidents...

Le premier ministre a en fin de compte déclaré : « J'entends dire que le gouvernement n'exécute pas ses programmes politiques...

Après la décision du chef de l'état, le sixième sous-marin nucléaire « l'Inflexible » sera le premier à embarquer le nouveau missile M. 4 à charges multiples.

APRÈS LA DÉCISION DU CHEF DE L'ÉTAT

Le sixième sous-marin nucléaire « l'Inflexible » sera le premier à embarquer le nouveau missile M. 4 à charges multiples

Dès l'an prochain, si le projet de budget militaire pour 1979 est adopté...

Les spécialistes de toutes les marines de guerre cherchent, à l'heure actuelle, à définir un sous-marin...

Sept mois-clés : Une réunion publique en plein air a suivi cette séance. M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a rendu hommage à son premier ministre lucide et courageux...

Le projet de budget de la défense pour 1979 s'établit à 92 240 millions de francs, mais, après déduction des dépenses de pensions...

Une longue aventure : La construction de cette nouvelle unité est le résultat d'une longue aventure qui mêle les intérêts politiques et les considérations techniques...

« LA LETTRE DE LA NATION » : Le R.P.R. s'en est toujours tenu à la stricte vérité des faits. Dans la Lettre de la Nation, M. Pierre Chirac, après avoir noté qu'un commandant en chef sous-marin nucléaire était le seul sur lequel le R.P.R. pouvait aller jusqu'à la rupture...

Advertisement for 'Médecine et Pharmacie' located at 5 Centres Méd. Cent. Issy. It includes contact information for CEPES and mentions 'Le premier établissement de préparation aux études de Médecine'.

# A LOUER ETOILE

*Angle Avenue Carnot - Avenue de la Grande Armée*

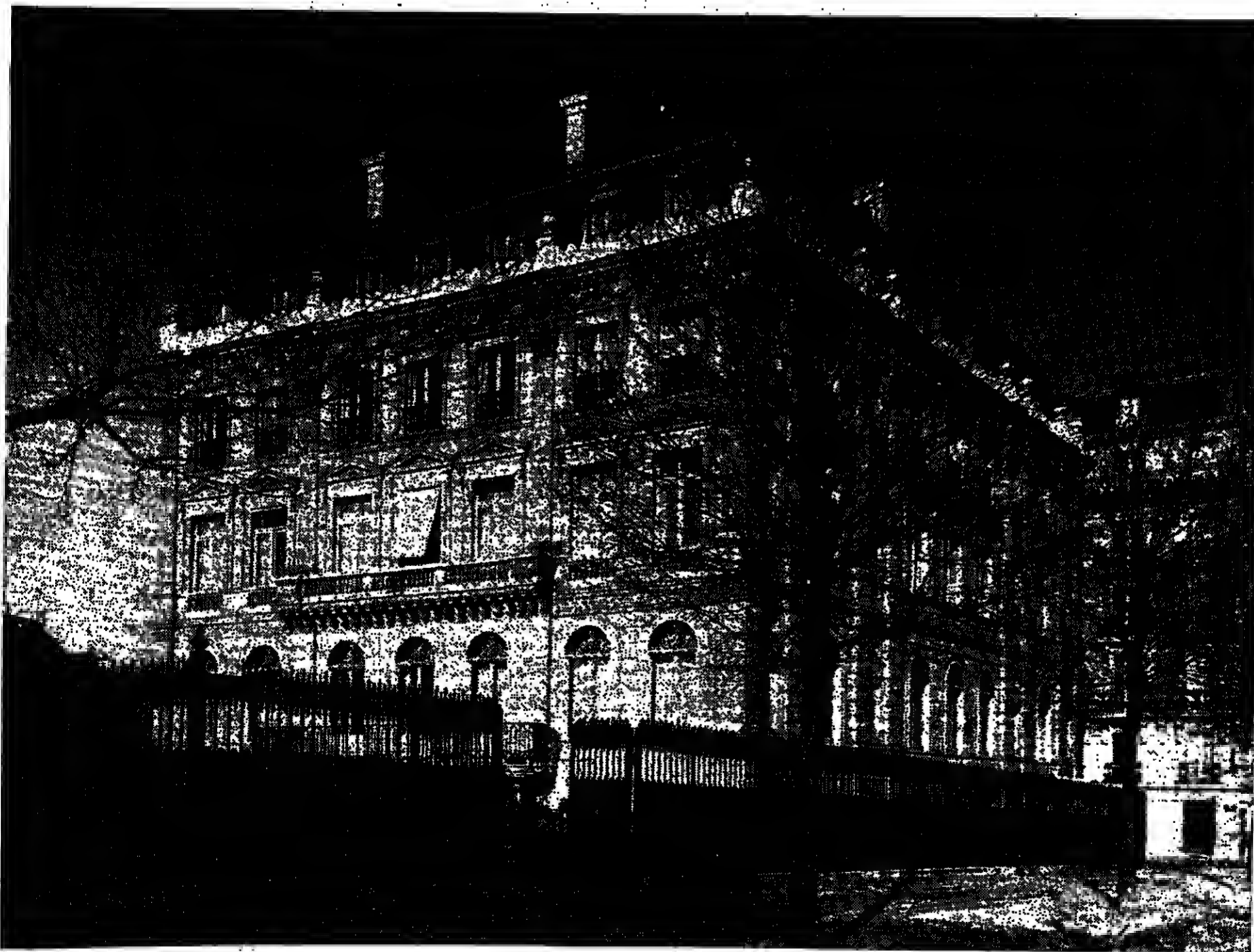
## MAGNIFIQUE IMMEUBLE

### ENTIÈREMENT RENOVÉ

pour banque, ambassade, grande administration

Surface 2300m<sup>2</sup>

10 emplacements de voitures



S'ADRESSER

à M. Bing 9, Rond-Point des Champs-Élysées

Téléphone 3591470

Medecine























MERCREDI

George V (v.o.) - CLUNY ECOLES (v.o.) - GAIUMONT RICHELIEU (v.f.) MONTPARNASSE B3 (v.f.) - CLICHY PATHE (v.f.) - ST-CHARLES CONVENTION (v.f.) MADELEINE (v.f.) - GAUMONT Ely - ALPHE Argenteuil - AVIATIC Le Bourget BELLE EPINE Thiais - PATHE Champigny - PARLY 2 STUDIO

SPECTACLES

... une liberté trop "surveillée"! DUSTIN HOFFMAN DANS LE RECIDIVISTE (STRAIGHT TIME) HARRY DEAN STANTON GARY BUSEY THERESA RUSSELL

(Suite de la page 21) JEUNE ET INNOCENT (A.), v.o. Quintana, 5 (23-35-40) ... LES NOUVEAUX MONSTRES (M. v.o.) ... U.C.C. BIARRITZ (v.o.) - U.C.C. ERMITAGE (v.o.) - U.C.C. ODEON (v.o.)

OMAR GATTALO (A.M. v.o.) - Gatte-Rochecourcq, 9 (27-31-77) ... LES GRANDS REPRISES ADRIEN PHILIPPINE (Fr.) - Saint-André-des-Arts, 9 (22-42-18) ... LE COUREAU DANS L'EAU (Pol. (v.o.) - Paulémont, 5 (23-25-04)

MERCREDI SAINT-SEVERIN - MARAIS ALERTEZ LES BEBES UN FILM DE JEAN-MICHEL CARRE

La Chanson de Roland 4 OCTOBRE V.o. : ELYSEES LINCOLN HAUTEFEUILLE - 5 PARNASSIENS V.f. : SAINT-LAZARE PASQUIER - NATION DESPAIR R.W. FASSBINDER DIRK BOGARDE ANDREA FERREOL

DEMAIN U.C.C. BIARRITZ (v.o.) - U.C.C. ERMITAGE (v.o.) - U.C.C. ODEON (v.o.) BIENVILLE MONTPARNASSE (v.o.) - 3 LUXEMBOURG (v.o.) - CLUNY ECOLES (v.o.)

Un mariage Hitchcock-Brooks pour le meilleur et pour le pire. Hilarant... Un long fou-rire. Une grande cocasserie... On est dans le délire jusqu'aux yeux. LE GRAND FRISSON DE MEL BROOKS

PARLY 2 - ARTEL Rosny - ULYS Orsay - ARGENTEUIL - FRANÇAIS Enghien PARINORD Antony-sous-Bois - ARTEL Villeneuve-St-Georges - MÊLES Montreuil GARREFOUR Pantin - PALAIS DU PARC Le Perreux - U.C.C. Polisy GERGY-PONTOISE

MERCREDI PALME D'OR CANNES 78 à l'unanimité du Jury L'ARBRE AUX SABOTS UN FILM ECRIT ET REALISE PAR ERMANNOLMI

RECRUES PEIDA ET COMMER ENTREPRE DE TRAV TOURISTI UTE: (5) CINI Vieux de 1 eation d'ingeur sience dans Chan Deux, Ingénieur eation d'ingeur sience dans Chan (6) Six, Chets d eation d'ingeur sience dans Chan Deux, Ingénieur sience dans Chan eation d'ingeur (6) Six, Conducteurs de 7 tème de Conducteur à 10 années d'exercer Deux, Experts C tème d'Expert-Compt. années minimum. (5) Cinq, Ingénieurs Génie sience dans Chan tème d'ingénieur su rieuse s... taire intr... sociale assurs. outre Messor curriculum Direction Générale Fères - Mohamed H. Renneux - A.L.F.

صحنات الالهي









Table with 4 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA, PROP. COMM. CAPITALUX. Rows show statistics for La ligne and La ligne T.C.

ANNONCES CLASSEES

Table with 4 columns: ANNONCES ENCADREES, OFFRES D'EMPLOIS, DEMANDES D'EMPLOIS, IMMOBILIER, AUTOMOBILES, AGENDA. Rows show statistics for La ligne col. and T.C.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LABORATOIRES ABBOTT S.F.L.A. PHARMACIEN CONDITIONNEMENT. Ayant une expérience industrielle de 2 à 3 ans de préférence dans fabrication ou en conditionnement.

CHAMPAGNE. Une importante Société Industrielle spécialisée dans la fabrication de matériel électrique nous confie la recherche d'un jeune Analyste.

DIRECTEUR D'USINE 150 000 F+. 800 salariés, 100 km Est de Paris. C'est un ingénieur diplômé A 40 ans minimum.

amri Société industrielle de biens d'équipement recherche INGENIEUR A M pour son service calcul connaissance exigée.

COTE ATLANTIQUE. Très importante Société Industrielle produisant matériel électromécanique au grand séria. JEUNES INGENIEURS

CHEF DES SERVICES COMPTABLES RENNES - 120.000 F+. La Société est leader en FRANCE dans sa branche et possède plusieurs usines et des filiales étrangères.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE DU SUD-EST, recherche INGENIEUR GRANDE ÉCOLE.

Information Carrière. On peut aussi adresser son dossier à SIP. Ressources Humaines 55, avenue de Wagram, 75017 PARIS.

UN (E) ASSISTANT (E) DE DIRECTION. Mission : assister le Directeur chargé des interventions à l'échelon l'assistance administrative.

diplômé école de commerce ESSEC ESC. en vue de lui confier des responsabilités de contrôle de gestion : établissement et suivi des budgets, des prix de revient.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche CHEF DE PERSONNEL pour son usine (450 personnes) implantée à 100 km à l'est de Paris.

VILLE DE CHATEAULIN. E.-et-Loir. 1400 h., aspiré. 350 km de PARIS. rattaché immédiatement à 1 directeur de creche.

S.A. d'H.L.M. cherche pour son Agence d'ORLEANS UN CADRE Responsable de la gestion de 2.500 logements locatifs et accession situés dans le LOIRET et l'EURE-et-LOIR.

RESPONSABLE DE SES activités maritimes. Diplômé de l'enseignement supérieur et parlant couramment anglais, il aura pour mission : de diriger les équipes de techniciens, et d'établir les plans annuels de développement des services.

DIRECTEUR DE PRODUCTION. Les candidats, âgés de 30 ans au minimum doivent posséder : Une formation E.M.S.I.A.A. dans le domaine de l'industrie.

FFS S.A. d'H.L.M. cherche pour son Agence d'ORLEANS UN CADRE Responsable de la gestion de 2.500 logements locatifs et accession situés dans le LOIRET et l'EURE-et-LOIR.

S.A. Burroughs des INGENIEURS ANALYSTES D'ETUDES. Bacheliers ou ayant obtenu l'expérience (formation SUPELEC, IMA, ENSIMAG, ISEN, INSA, etc.) qui seront chargés de la définition, la synthèse et le développement d'applications.

PHARMACIEN DE FABRICATION. AVANT : Quelques années d'expérience et capable d'assumer la responsabilité d'un service de fabrication (normes solides).

offres premier emploi I.F.A.C.E. Perfectionnement Centre Parisien de Management Chambre de Commerce et Industrie de Paris 108, bd Malesherbes (17) - Tél. : 766-51-34

offres d'emploi

transac groupe CGE leader de la péri-informatique française dans le cadre du Plan d'Expansion qui prévoit le doublement de son chiffre d'affaires d'ici 1980.

FLEX SERVICE PARIS Ingénieurs de projet Débutants et confirmés. Implémentation Ingénieurs diplômés et bilingues Anglais-Français, ils seront chargés de la préparation technique des interventions et pourront prendre la responsabilité de charnières maritimes de pose.

WSD RECRUTE POUR DEVELOPPER SON SERVICE « ANNONCES CLASSEES » UNE PROSPECTRICE TÉLÉPHONIQUE dotée d'enthousiasme et de dynamisme et de bonne humeur.

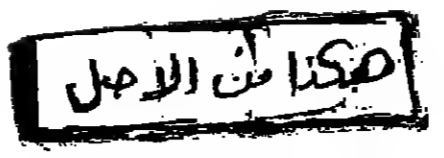
بركات الاعمال











REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

Dans le cadre de la conception et du développement de ses centres pilotés par ordinateur. Une société de Télécommunications située en banlieue Sud-Ouest de Paris souhaite intégrer à ses équipes techniques DEUX INGÉNIEURS DÉBUTANTS ou possédant 2 à 3 ans d'expérience

Publication spécialisée en forte progression recherche JOURNALISTE CONFIRME pour poste responsabilité et animation d'une équipe dynamique de 10 personnes. Le postulant doit avoir une bonne connaissance du secteur industriel.

AGENCE DE PUBLICITE recherche I CHEF DE PUBLICITE Expérience : agence ou annonceur (1 à 2 ans) DISPONIBLE RAPIDEMENT

IMPORTANT ORGANISME D'ETUDES ET DE RECHERCHE NORD DE PARIS recherche dans le cadre de la fabrication de nos systèmes de calculs scientifiques UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ GRANDES ÉCOLES OU ÉQUIVALENT

IMPORTANT SOCIÉTÉ banlieue SUD-OUEST, recherche UN RESPONSABLE DE PRODUCTION pour un de ses départements. ÉLECTRONIQUE. Formation Grande École E.S.E., A.M., etc.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE PRODUITS CHIMIQUES AXÉS SUR L'EXPORTATION RECHERCHE UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE Pour vendre ses produits (échangeurs d'ions) sur les marchés d'exportation. Disponible pour voyager 50 % de son temps et parfaitement bilingue anglais. Trois langues souhaitables.

Société d'édition, publicité, imprimerie RECHERCHE ATTACHÉ COMMERCIAL (Paris) de son département impression plus de 100 personnes. Équipe photogravure, machines à composer, machines à fabriquer les formes, etc.

Société d'édition, publicité, imprimerie RECHERCHE LE CHEF DES VENTES de son département impression (plus de 100 personnes, équipe photogravure, machines à composer, etc.)

Société d'édition, publicité, imprimerie RECHERCHE LE CHEF DES VENTES de son département impression (plus de 100 personnes, équipe photogravure, machines à composer, etc.)

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche spécialiste réparateur capot, ayant de solides connaissances en mécanique et connaissance de l'anglais. Ecr. à M. MOUJON, 149, r. St-Hippolyte, 75001 PARIS.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION DE FILMS recherche pour la France DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER de formation ESCE, ESC, HEC, expérience Audit souhaitée.

ALBA INFORMATIQUE recherche PROGRAMMEURS ou ANALYSTES PROGRAMMEURS EXPÉRIMENTÉS (2 ans d'expérience minimum)

INFORMATIS Pour projets internationaux ANIMATEUR (TRICE) SOCIO-CULTUREL. Qualifié (e) en anglais, capable de travailler 24 heures sur 24. Salaire annuel : 75 000 F.

ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL (e) expérimenté, capable de travailler 24 heures sur 24. Salaire annuel : 75 000 F.

URGENT recherche 1 TECHNICIENS EN ÉLECTRONIQUE Connaisseur émission-réception.

URGENT recherche 1 CADRE Pour MAGASIN DISTRIBUTION (Planning, préparation de commandes).

URGENT recherche 1 ALBA INFORMATIQUE recherche INGÉNIEURS INFORMATIENS pour application technique de haut niveau

URGENT recherche 1 ALBA INFORMATIQUE recherche INGÉNIEURS INFORMATIENS pour application technique de haut niveau

URGENT recherche 1 ALBA INFORMATIQUE recherche INGÉNIEURS INFORMATIENS pour application technique de haut niveau

URGENT recherche 1 ALBA INFORMATIQUE recherche INGÉNIEURS INFORMATIENS pour application technique de haut niveau

LABORATOIRE Sud de Paris recherche : AIDE-DOCUMENTALISTE Pour Bibliothèque scientifique et technique. Expérience exigée. Salaire : 150 000 F. par an.

URGENT recherche ON AIDE-COMPTABLE ou COMPTABLE DÉBUTANT libéré de suite et déchargé des obligations militaires.

LA SOUDURE AUTOGENE FRANCAISE recherche pr son établissement de Saint-Denis (93) près de Pantin un INGENIEUR DEBUTANT formation électromécanique et électronique

FRANCAIS/ANGLAIS/ALLEMAND. Expérience min. souhaitée 10 ans avec une spécialisation à l'exportation. Lieu de travail : Z.I. de Masy.

FRANCAIS/ANGLAIS/ALLEMAND. Expérience min. souhaitée 10 ans avec une spécialisation à l'exportation. Lieu de travail : Z.I. de Masy.

FRANCAIS/ANGLAIS/ALLEMAND. Expérience min. souhaitée 10 ans avec une spécialisation à l'exportation. Lieu de travail : Z.I. de Masy.

URGENT recherche UN SECRÉTAIRE DE DIRECTION Pour son Directeur des Ventes et du Marketing. Agé de 25 ans minimum. La candidate devra :

URGENT recherche UN SECRÉTAIRE TRILINGUE FRANCAIS/ANGLAIS/ALLEMAND. Expérience min. souhaitée 10 ans avec une spécialisation à l'exportation.

URGENT recherche UN SECRÉTAIRE DE DIRECTION Pour son Directeur des Ventes et du Marketing. Agé de 25 ans minimum. La candidate devra :

URGENT recherche UN SECRÉTAIRE DE DIRECTION Pour son Directeur des Ventes et du Marketing. Agé de 25 ans minimum. La candidate devra :

IMPORT - EXPORT AFRIQUE DE L'OUEST - Homme 35 ans. - Formation commerciale. - 7 ans d'expérience dans le négoce des matières premières.

POSTE DE DIRECTION - Ecrire à 3114, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9<sup>e</sup>).

H. 31 ans - EXPERT COMPTABLE INSTITUT DE DROIT DES AFFAIRES Expérience cabinet d'audit complétée par 3 années en poste de responsabilité dans une entreprise moyenne anglaise courant, sérieuses références.

DIRECTEUR du PERSONNEL - 33 ans, maîtrise de psychologie, anglais, italien ; - 3 ans d'exp. des affaires sociales en tant qu'un groupe de première importance nationale.

DIRECTION ACHATS/APPROVISIONNEMENTS 47 ans ESA-L.A.E. Grenoble en cours Anglais courant

CHEF DE PRODUIT ou ADJOINT DIRECT. MARKETING Etude toutes propositions même province. Ecrire à T. 008.303 M. ROJEB-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CHEF COMPTABLE Homme 28 ans, O.E.C.S., 7 ans d'expérience comptabilité générale, analytique, des sociétés et sociales bilan fiscal inclus, management d'une équipe, connaissance traitement informatique.

SPECIALISTE GESTION P.M.E. 25 ans d'expérience haut niveau, Direction Générale, Ingénieur en Chef, recherche situation Régions sud-est.

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable

CHEF COMPTABLE 28 ans, école de commerce + O.E.C.S. comptable, plusieurs années d'expérience en Afrique Noire, recherche un poste à responsabilité service administratif et comptable





équipement

Les élus bretons disent oui à la centrale nucléaire de Plogoff mais réclament des « informations objectives »

Saint-Brieuc. — Les Bretons auront-ils découvert à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) les limites du pouvoir régional? Le débat sur l'implantation d'une centrale nucléaire...

De notre correspondant M. Guy Guerneur, député R.F.R. du Finistère, s'en faisant le défenseur (non sans réserve) aux côtés du préfet de région...

Le réveil de l'aménagement du territoire

II. — PLEINS FEUX SUR L'AGRICULTURE

par PHILIPPE LAMOUR Depuis quinze ans, deux politiques d'aménagement du territoire ont été conduites, juxtaposées mais contradictoires...

puisse envisager l'expansion à l'heure actuelle. Le développement de la production des machines et produits utilisés par l'agriculture...

POINT DE VUE

La centralisation par l'atome

A Bretagne est une presqu'île qui dispose de beaucoup d'eau pour la refroidissement de centrales nucléaires. C'est l'une des raisons principales de la volonté du gouvernement d'y implanter une ou plusieurs centrales...

par GUY CARO (\*) Selon certains fonctionnaires et des élus, la construction d'une ou de plusieurs centrales est inéluctable en Bretagne...

Ce problème sert de révélateur pour mettre en évidence le fossé qui existe entre la majorité de la population bretonne et la majorité des élus et responsables de l'établissement public régional...

Une nouvelle politique de l'aménagement du territoire mériterait ce nom que si elle s'applique effectivement à l'ensemble du territoire et à l'ensemble de la population...

P.T.T. A PROPOS DE... L'amélioration de la sécurité dans les bureaux de poste Des proies trop faciles

M. Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., vient d'annoncer une hausse de 50 % des crédits budgétaires affectés à la sécurité des bureaux de poste...

Advertisement for Austrian Airlines featuring an image of an airplane and the text 'Un sourire raccourcit les distances' and 'Austrian Airlines'.

S'obstiner dans l'inefficacité

chargés, mais qui n'entendent pas cependant accroître leurs moyens et étendre leurs activités...

Après des équipements, après les efforts faits pour le logement, les transports ferroviaires, les autoroutes, les télécommunications...

L'expérimentation a montré que l'aménagement des voies de communications modernes avait un effet attractif qui tendait à en annuler les avantages...

Prochain article : INSTITUTIONS-CONCERTATION



LA SESSION DU FONDS MONÉTAIRE

Le président Carter s'engage de nouveau à défendre le dollar

De notre envoyé spécial

Washington. — Après les interventions, lundi après-midi 25 septembre, des ministres des finances de l'Allemagne fédérale, de la France et du Japon, le président Carter a déclaré...

Après que le nombre assis à la table de conférence ait été porté à dix, le président Carter a déclaré...

Chaque des ministres qui est venu à la tribune est éperonné à montrer la continuation de son pays à un meilleur fonctionnement de l'économie mondiale.

M. de La Rosière soutient la thèse traditionnelle

C'est avec une certaine curiosité que les habitués des négociations monétaires ont écouté...

Défense et illustration de la zone européenne de stabilité

Parmi les thèmes communs à la plupart des interventions figurent les efforts entrepris par les pays de la C.E.E. pour créer...

L'Espagne quitte le groupe sud-européen

L'Espagne a quitté le groupe sud-européen, auquel appartenait notamment le Portugal et l'Italie, au sein du Fonds monétaire international...

LES CRITIQUES VIOLENES DE M. McNAMARA

Le réquisitoire prononcé par M. McNamara, président de la Banque mondiale, devant l'Assemblée du Fonds pour critiquer le protectionnisme des pays riches, a été particulièrement violent.

AFFAIRES

La poursuite de la baisse du dollar est « inéluctable » selon la presse soviétique.

LA POLITIQUE FONCIÈRE DOIT PRIVILEGIER LES EXPLOITATIONS COMPÉTITIVES

La politique foncière doit privilégier les exploitations compétitives, propose la Fédération nationale des propriétaires agricoles.

TOTAL VEUT CÉDER SA RAFFINERIE DE FLESSINGUE

Le groupe pétrolier français Total (Compagnie française des pétroles) envisage de se séparer de sa raffinerie de Flessingue aux Pays-Bas.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS. Rows include \$ E.-U., £, Yen, DM, F.F., P.F., E., Fr. franc.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: MONNAIE, TAUX, TAUX. Rows include DM, S.E.U., £, F.F., P.F., E., Fr. franc.

MARCHÉ IMMOBILIER DES NOTAIRES

CENTRE DU CHATELET, 12, avenue Victoria PARIS 1er. A VENDRE le 24 OCTOBRE 1978. IMPORTANT ENSEMBLE IMMOBILIER 2.300M2 utile.

VENDEUR 1er PLAN

IMMOBILIER - VALEURS REFUGES TOUTS PRODUITS D'INVESTISSEMENT. DISPONANT BUREAU - SECURITAT + TPH AU HAVRE.

LES NÉGOCIATIONS EUROPÉENNES

Détente entre la C.E.E. et l'Espagne La Grande-Bretagne bloque tout accord sur le régime interne

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les pêcheurs espagnols vont être soumis à un régime moins restrictif dans la zone des 200 milles communautaires...

AGRICULTURE

La politique foncière doit privilégier les exploitations compétitives

proposé la Fédération nationale des propriétaires agricoles

Quel type d'exploitation agricole faut-il privilégier ? Contrairement à ce que suggèrent certains...

L'ÉVÉNEMENT

LA SIDÉRURGIE FRANÇAISE

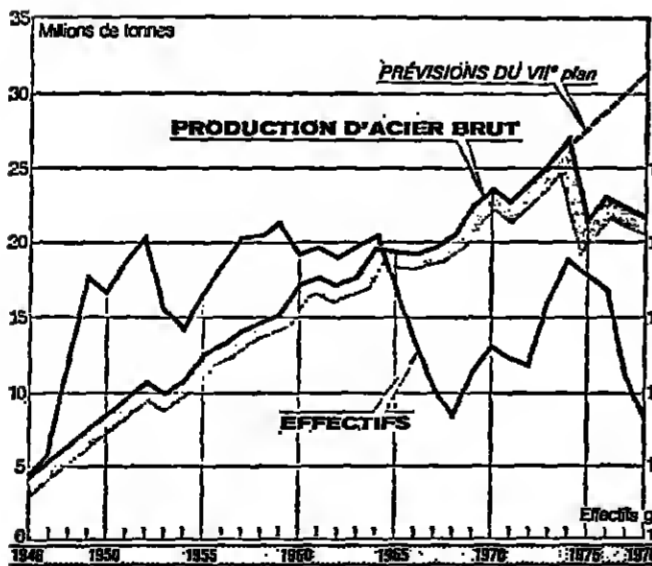
Une capacité de production largement excédentaire

L'un des drames de la sidérurgie française a été la chute brutale de sa production à partir de 1974...

Fortes importations de matières premières

L'élaboration de l'acier effectuée suivant deux procédés : Le premier, le plus répandu, est celui qui part du minerai...

BAISSE DE LA PRODUCTION ET DES EFFECTIFS



Après une très vive progression au lendemain de la guerre, qui marqua la reconstruction et le développement de la sidérurgie française...

Une productivité relativement médiocre

Si on se réfère à l'indice de productivité des sidérurgies mondiales, en raison de l'absence d'une terminologie commune...

En mettant au point leur plan de sauvetage de la sidérurgie française, les pouvoirs publics ont voulu éviter à cette industrie une faillite qui eût été catastrophique...

Les quatre principaux groupes

Quatre principaux groupes se partagent 80 % de la production française en tonnage, encore que l'on ne puisse valablement additionner toutes les gammes d'acier...

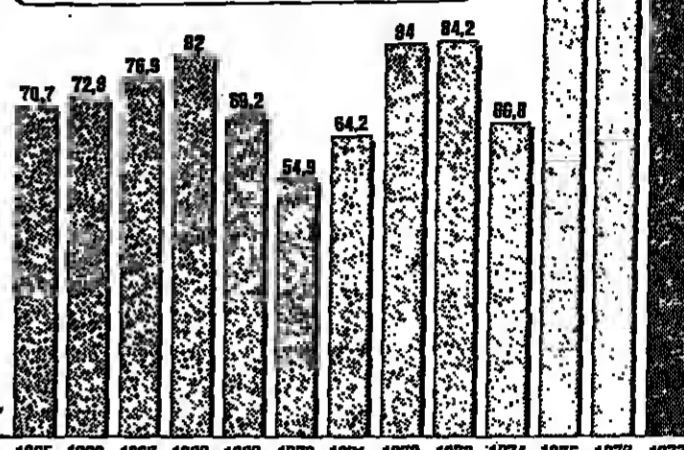
Quatre régions de production

L'Est, avec un peu plus de 52 % de la production, demeure encore la région sidérurgique par excellence, avec trois principaux bassins...

étalé sur dix à vingt ans, avec un intérêt extrêmement faible (0,1 % à 1 %), les pouvoirs publics cherchent non seulement à sauver la sidérurgie française du désastre financier...

UN ENDETTEMENT ÉCRASANT

ENDETTEMENT PAR RAPPORT AU CHIFFRE D'AFFAIRES (%)



Depuis près de vingt ans, faute d'avoir pu dégager des marges bénéficiaires suffisantes, la sidérurgie française a dû s'endetter pour investir...

La fabrication et les utilisations

La production de la sidérurgie française est composée à 62,5 % de produits plats (tôles minces, moyennes et fortes)...

L'atout des aciers spéciaux

La France dispose d'un atout considérable dans le domaine sidérurgique, à savoir une puissante industrie des aciers spéciaux...

CHERS-CHÂTILLON: La compagnie Industrielle Chiers-Châtillon (I.C.C.) résulte de la fusion de la Société des Hauts Fourneaux de la Chiers...

Le Monde DE L'ÉDUCATION NUMÉRO DE SEPTEMBRE LES SUJETS DU BAC (français et philosophie)

Vous avez perdu votre Carte American Express. Que va-t-il vous arriver ? Avec la Carte American Express votre responsabilité ne peut être engagée au-delà de 250 F. Cette garantie totale et gratuite est un service mondial. Carte American Express. Ne partez pas sans elle. Pour la demander, tél. : 073.09.09 (24 h/24). American Express Carte-France - 11, rue Scribe, 75009 Paris.

صكيات الامم

صحة من الامل

# LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE LORRAINE

## Les élus R.P.R. se montrent presque aussi sévères que la gauche sur l'action gouvernementale

### Les syndicats divisés sur la poursuite de la grève

De notre correspondant

Metz. — Le ton monte en Lorraine. L'annonce d'un second plan acier, qui doit se traduire par la suppression de plusieurs milliers d'emplois dans la sidérurgie au cours des cinq années à venir, a provoqué lundi 25 septembre de très vives réactions sur les plans syndical et politique, y compris dans la majorité.

Le mot d'ordre de grève lancé par l'inter-syndicale (C.G.T.-F.I.D.T. - C.F.T.C. - F.O. et C.G.C. de Saclor-Sollac) a été également suivi lundi. Il est aussi diversement apprécié.

Si la C.G.T. estime que la journée a vu la participation de plus de vingt-cinq mille sidérurgistes et cela malgré le chômage, la C.F.D.T. elle, fait simplement remarquer que « la participation dépassé les espérances ». Du côté patronal, l'Association (Association de la sidérurgie et des mines de fer de Lorraine) affirme « en dépit des pressions exercées sur le personnel les sidérurgistes ont tenu bon et ont travaillé, entre 75 % et 50 % de leur temps de travail ». La direction de Saclor-Sollac a fait savoir de son côté que le mouvement avait touché par 42 à 45 % du personnel selon les postes de travail.

L'exception de la Société des chers fil de l'Etat, qui a vu l'arrêt de travail à Metz et à Usinor-Longwy, à Pont-à-Mousson et même à Neuf-Maisons, le mouvement est un d'avoir connu la même ampleur.

En fait, pour les syndicats, il agissait surtout d'attirer l'attention de l'opinion publique sur ce qui se passe en Lorraine. C'est ce qui explique que les centrales syndicales, après une manifestation qui a regroupé près de 2 000 personnes à Hagondange, lundi matin, aient tenté, avec plus ou moins de succès, de bloquer la circulation automobile : occupation de la rue lundi matin de l'auto-école puis réoccupation prolongée à début d'après-midi par d'autres manifestations, en majorité féminines, et installation de barrières routières sur les nationales 53 et 53, qui ont perturbé la circulation en dépit des déviations organisées par les forces de l'ordre.

### Profondes divergences

A Metz, à l'appel du parti communiste, environ 700 personnes ont défilé dans les rues de la ville. Enfin, dans plusieurs cités, des commerçants se sont associés à l'action des syndicats et, dans un nombre de communes de Meuse, une grève administrative a été observée. A bien des égards, est pourtant difficile de considérer la journée du 25 septembre comme un réel succès : la participation des sidérurgistes aux arrêts de travail a été importante, mais la mobilisation des Lorrains n'a pas atteint le niveau espéré. Aussi, admettent, les cinq organisations syndicales réunies lundi midi à Hagondange — elle-même déléguée que le mouvement de la riposte serait exécuté dans chaque entreprise », une apparente unité de stratégie masque de profondes divergences d'opinion, notamment entre la C.F.T.C. et la C.F.D.T. « Nous ne voyons pas l'unité syndicale, ils nous regrettons qu'on n'ait pas plus tôt alors que nous nous sommes réunis depuis 1967, dans une telle position de force, nous permettrait de généraliser le mouvement. Mais, dès ce soir, nous avons senti une volonté de minimiser l'action », déclarait lundi, en fin d'après-midi, l'issue d'une réunion inter-syndicale agitée, l'un des responsables de la C.F.D.T., M. Jean-Pierre Furber. « Si sur le plan syndical l'unité de vue et surtout d'action est loin d'être atteinte, revanche dans les milieux politiques l'unité de langage est presque totale. Au conseil régional qui s'est réuni lundi à Metz, véritable consensus s'est dégagé pour réclamer un véritable droit de sauvegarde pour la Lorraine et critiquer avec vivacité la politique des pouvoirs publics au cours d'un débat de quatre heures, d'une dizaine d'orateurs et la vingtaine d'inscrits, utilisés, toutes équipes politiques confondues, les mêmes pour condamner l'action gouvernementale. Plus significatif encore de l'état d'esprit qui règne chez la majorité des élus, c'est l'attaque en règle menée par quelques conseillers régionaux qui dressent un véritable réquisitoire digne de ceux lancés par la gauche depuis années. « Le gouvernement a annoncé un véritable assaut politique de la Lorraine », déclare notamment Jean-Louis Masson, député de Metz-2. Dans les couloirs de Metz-2, dans les couloirs qu'il ne voterait pas un nouveau plan acier à la session nationale si celui-ci n'était pas accompagné d'un volet social, et surtout si le gouvernement ne tenait pas ses promesses sur le domaine de l'industrialisation.

« On peut en dire ce que l'on veut. La preuve en est que c'est l'ancien président du conseil régional, M. Pierre Messmer, qui a donné en quelque sorte le

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

## Le glas pour les maîtres de forges

Plan de « sauvetage » ou plan de « naufrage » ? Dans la presse hebdomadaire, les premiers commentaires sur le plan gouvernemental de restructuration de la sidérurgie sont assez réservés.

« Face au plus grand désastre financier qu'ait connu la France depuis le scandale de Panama (qui n'a coûté que 13 milliards de francs certains comparés aux 38 milliards de dettes de la sidérurgie, dont 8 à court terme), l'Etat n'avait juridiquement que le choix entre deux formules, souligne LE NOUVEL ÉCONOMISTE : le dépôt de bilan ou la nationalisation. La première solution risquait de provoquer un séisme sur le marché financier. La seconde entraînait l'Etat dans la voie hasardeuse de la nationalisation des entreprises (British Steel) et contredisait l'opinion libérale choisie par le régime. »

Le gouvernement a choisi une troisième voie : « Une solution à la fois qui permet tout à la fois de continuer le libéralisme (pas de nationalisation) et l'interventionnisme (transfert de pouvoir et changement des équipes dirigeantes). » Mais la « fin des maîtres de forges, note LE NOUVEL ÉCONOMISTE, c'est en fait quelque vingt-cinq mille à trente mille emplois à supprimer d'ici à 1983 et si l'on compte que les droits participatifs seront un jour ou l'autre transformés en dotations en capital, une facture que l'on peut évaluer grossièrement à 20 milliards de francs pour les contribuables et 10 à 15 milliards pour les banques sur dix ans ».

« Avec la mise à mort de l'acier, Raymond Barre fait un vrai coup d'Etat, affirment Jean-Guen, et Sylviane Stein dans L'ESPRESSO. Jusqu'à présent, le redéploiement industriel de la France, c'était une idée. Nécessaire, séduisante et un peu floue. Brutalement, le produit intellectuel vient de précipiter, les semaines dernières : il a la densité économique, sociologique, politique des révolutions. Depuis cent ans, les sidérurgistes français vivaient sous deux dogmes : la primauté de l'industrie et la croissance inéluctable de ses capacités de production. Ils sont balayés. »

« L'idole tombe, les grands prêtres — ceux qu'on appelait les maîtres de forges — s'effacent, et les fidèles sous les ornières des valloises lorraines nourris à la coupe de fonte, voient s'effondrer leurs certitudes, ajoutent-ils.

Les nouveaux maîtres de forges se nommeront, chacun l'assure, Claude Etcheberry, à Valençay, et Jacques Mayoux, à Saclor. « Une génération nouvelle va ainsi prendre en main les leviers de l'industrie sidérurgique française dans le cadre de structures profondément modifiées, note Régis Paraque dans VALEURS ACTUELLES. Les générations précédentes ont su produire de l'acier et Olivier Chevillon estime, dans LE POINT que « la détermination du gouvernement est excellente, mais qu'elle défie les penseurs ». « Les syndicats, les régions menacées de chômage,

seront pression sur le gouvernement, directement, pour interdire les compressions d'emplois, écrit-il. Certaines banques nationales sont reçoivent devant les responsabilités industrielles dont on les charge. Les ministères auront eux-mêmes envie — naturellement — de tirer les ficelles. Finalement, une question résume toutes les autres : les nouvelles P.-D.G. des entreprises sidérurgiques seront-ils en position de dire non ? Seront-ils plus coriaces que leurs prédécesseurs ? Peut-être. »

« Mais pour gagner la partie de l'acier, conclut Olivier Chevillon, Raymond Barre devra d'abord gagner la partie des hommes. »

Selon LE NOUVEL OBSERVATEUR « l'Etat vient de faire acte d'ingérence mais sans pédagogie en portant à la connaissance de la nation ce fait exemplaire de la faillite d'une des formes les plus impressionnantes, les plus prestigieuses d'un capitalisme qui se détruit lui-même et sème le malheur en exigeant de distribuer la richesse ».

« Que reste-t-il, d'ailleurs, du libéralisme quand l'Etat intervient à ce point, notamment les dirigeants, faisant le politique de l'entreprise et promettant le protectionnisme à l'échelle du Marché commun ? » se demandent Georges Many et Roger Fricouret avant de se poser une « ultime question obéissante » : « A qui bénéficiera cette opération, coûteuse en toute hypothèse pour les contribuables puisque l'Etat a prêté à cette sidérurgie en perdi-

# Les affaires avec le Brésil commencent ici.



Il n'est pas nécessaire de parcourir 9100 km pour développer vos échanges commerciaux avec le Brésil. Faites-le chez vous, à Paris, au 49-51, avenue George V.

C'est là l'adresse d'une des 48 succursales de Banco do Brasil à l'étranger.

Ici, comme dans toutes les autres succursales, sont centralisées toutes les informations sur l'économie brésilienne sur le marché actuel et sur son avenir, sur les secteurs susceptibles de connaître la plus forte expansion, sur les avantages et garanties offerts à vos investissements par le Gouvernement Brésilien.

Par ailleurs, Banco do Brasil vous introduira sur le marché brésilien et vous apportera toute l'assistance financière nécessaire. Avec des capitaux et des réserves évalués à plus de 3,5 milliards de dollars et un total de dépôts représentant une valeur supérieure à 26,6 milliards de dollars, Banco do Brasil est une des plus grandes banques mondiales.

Elle est également votre porte d'entrée vers ce marché gigantesque : le Brésil. Mais si vous doutez encore de la valeur que peut représenter le marché brésilien pour vos affaires, contactez les Directeurs de Banco do Brasil à Paris, Monsieur Narciso da Fonseca Carvalho, 49-51, avenue George-V, 75008, Tél. 723.54.26. Monsieur José Fernando Albano do Amarante, 1, avenue de l'Opéra 75001, Tél. 260.25.13.



## BANCO DO BRASIL

La porte d'entrée de vos affaires au Brésil.

- ABIDJAN • AMSTERDAM • ANTOFAGASTA • ASSOMPTION • ATLANTA • BOGOTA • BRUXELLES • BUENOS AIRES • CARACAS • CHICAGO • CIUDAD DE MEXICO • COCHABAMBA • COLON • CONCEPCION • FRANCFORT • GENEVE • GRAND CAYMAN • HAMBURG • LAGOS • LA PAZ • LIMA • LISBONNE • LONDRES • LOS ANGELES • MADRID • MANAMA • MILAN • MONTEVIDEO • NEW YORK • PANAMA • PAYSANDU • PORT P. STROSSNER • QUITO • RIVERA • ROME • ROTTERDAM • SAN FRANCISCO • SANTA CRUZ DE LA SIERRA • SANTIAGO • SIDNEY • SINGAPOUR • STOCKHOLM • TEHRAN • TOKYO • TORONTO • VALPARAISO • VIENNE • WASHINGTON • PLUS DE 1 000 AGENCES AU BRÉSIL. • SUCCURSALES EN COURS D'INSTALLATION EN 1978.

perdu  
American Express  
ne pas arriver ?

ÉTRANGER

En R.F.A.

Après la démission du successeur de Martin Schleyer M. Rodenstock devient président des industriels

De notre correspondant

Bonn. — Sa personnalité éduquée... M. Rodenstock est devenu président des industriels...

Il lui faut tout d'abord rétablir la réputation... M. Rodenstock a été contraint de démissionner...

En Grande-Bretagne

La grève des usines Ford met en cause la politique des salaires du gouvernement travailliste

De notre correspondant

Londres. — Après l'arrêt du travail de la quasi totalité des 57 000 ouvriers des 23 usines Ford... La grève des usines Ford met en cause la politique des salaires...

Le gouvernement travailliste... Le syndicat des transporteurs... M. Evans, le nouveau secrétaire général du syndicat des transporteurs...

LA BELGIQUE MENACÉE DE PARALYSIE PAR LA GRÈVE DANS L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

JEAN WETZ.

(De notre correspondant.) Bruxelles. — La grève de l'industrie pétrolière belge est entrée dans sa troisième semaine... La grève de l'industrie pétrolière belge est entrée dans sa troisième semaine...

La grève de Ford est particulièrement embarrassante pour M. Callaghan... Les syndicats accepteront, dans quelques jours, de venir discuter...

54 MILLIARDS DE FRANCS D'EXCÉDENT COMMERCIAL EN HUIT MOIS

L'excédent de la balance commerciale ouest-allemande s'est élevé à 54 milliards de francs... L'excédent de la balance commerciale ouest-allemande s'est élevé à 54 milliards de francs...

VERS UNE ANNULLATION DES DETTES DES PAYS LES PLUS PAUVRES

Bonn (Reuter). — Le gouvernement d'Allemagne fédérale envisage d'annuler, à compter du 1er janvier 1979... Le gouvernement d'Allemagne fédérale envisage d'annuler, à compter du 1er janvier 1979...

La Suède, le Canada, la Suisse et les Pays-Bas ont déjà annoncé qu'ils annuleraient les dettes des pays les plus pauvres... La Suède, le Canada, la Suisse et les Pays-Bas ont déjà annoncé qu'ils annuleraient les dettes des pays les plus pauvres...

AVIS D'APPEL D'OFFRES Appel à la concurrence relatif à la PRESELECTION DES ENTREPRISES admises à participer... L'APPEL D'OFFRES RESTREINT qui sera lancé ultérieurement pour l'exécution des TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE DAKAR-THIES...

Institut d'Administration des Entreprises DIPLOME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES SPÉCIALISÉES (Dess. 3<sup>e</sup> cycle) soir en demi-journées - 2 années universitaires I - GESTION DE LA FONCTION PERSONNEL II - SYSTEMES D'INFORMATION III - FINANCE Inscriptions jusqu'au 31 octobre 1978 DÉBUT DES COURS : JANVIER 1979 RENSEIGNEMENTS : 162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS 87-81-16 (pages 401)

PARIS COPENHAGUE NON STOP SUR DC 9 3 FOIS CHAQUE JOUR AVEC SAS 742.06.14

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ÉPARGNE - CROISSANCE Société d'investissement à capital variable

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 23 septembre 1978... Les dividendes seront mis en paiement le 28 septembre 1978...

— coupon n° 14, soumis au régime fiscal des obligations, de 11,39 francs... — coupon n° 15 de 2,53 francs...

— coupon n° 16 de 2,97 francs... — coupon n° 17 de 2,97 francs... — coupon n° 18 de 2,97 francs...

L'assemblée générale a renouvelé pour une durée de six ans, le mandat d'administrateur de M. Pierre Jara.

SOCIÉTÉ DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ANDRÉ BORIE

Le conseil de surveillance de la société des entreprises de travaux publics André Borie, ayant appris que le directeur avait à son actif, entamé des pourparlers tendant à la cession du contrôle de la société...

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS Compagnie Générale de Banque SOFICAM EMPRUNT de 120 000 000 F en 120 000 obligations de 1000 F CARACTÉRISTIQUES DE L'EMPRUNT Prix d'émission: au pair, soit 1000 F. Durée de l'emprunt: 12 ans. Amortissement: en 12 ans par tirage au sort ou par rachat en Bourse. Jouvissance: 5 octobre 1978. Intérêt annuel: 10,70%, soit 107 F par titre. Rendement actuariel brut: 10,65%. Cotation en bourse demandée. SOUSCRIPTION DANS LES BANQUES

DUNLOP S.A. SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE F 81 648 000 Régie par les articles 118 à 150 de la loi sur les Sociétés Commerciales SIÈGE SOCIAL: TOUR ATLANTIQUE, 92800 PUTEAUX EMPRUNT DE F 48 988 800 163 296 OBLIGATIONS DE 300 F NOMINAL convertibles en actions à tout moment à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1979 à raison de six actions de F 50 nominal pour une obligation DROIT DE SOUSCRIPTION PREFERENTIEL DES ACTIONNAIRES: à titre irréductible: une obligation pour dix actions; à titre réductible. SOUSCRIPTION OUVERTE: du 23 septembre 1978 au 27 octobre 1978 PRIX D'ÉMISSION: 300 F JOUVISSANCE: 27 octobre 1978. INTÉRÊT ANNUEL: 9,50 % AMORTISSEMENT: en 16 tranches sensiblement égales à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987. — soit par remboursement après tirage au sort à des prix croissants de 310 F en 1983 à 390 F en 1987; — soit par rachat en Bourse; — soit par conversion en actions. TAUX DE RENDEMENT ACTUEL: 10,50 % (en cas de non conversion) R.A.L.C. du 18 septembre 1978. Une note d'information, qui a reçu le visa C.C.B. 78-85 en date du 5 septembre 1978, est disponible au Siège Social de la Société ainsi qu'après des établissements chargés du placement.

EMPRUNT 10,30% GARANTI PAR L'ÉTAT Date d'émission: 25 septembre 1978 460 000 obligations de F 1000 nominal par obligation Durée: 16 ans Jouvissance: 15 septembre 1978 Amortissement en 13 coupures constantes à partir du 15 septembre 1981 Taux de rendement actuariel brut: 10,34% RATP

VIENT DE PARAÎTRE FRANCIS LEFEBVRE 15, rue Viète Paris 17<sup>e</sup> LES IMPÔTS EN FRANCE 78 / 79 traité pratique illustré par l'exemple, 520 pages - 84 F. franco

صكنا من الاجل

صوتنا من الامم

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 25 SEPTEMBRE

Nouvelle hausse

Le marché continue sur sa lancée, malgré la forte hausse déjà enregistrée vendredi. Toutefois, le rythme de la progression est plus modéré. L'indice industriel gagne 1,56 % au lieu de 3 % vendredi. Les gains les plus importants figurent au matériel électrique, aux pâtes à papier, aux magasins, services publics et aux banques.

LONDRES

Le comité des ministres Ford continue à inquiéter le marché qu'il avait. Irregularité des mines d'or.

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

NEW-YORK

Wall Street s'est montré indécis en ce début de semaine, l'indice Dow Jones étant pratiquement inchangé à 822,25. Le volume des échanges a fortement baissé, revenant à 21 millions de titres, le plus faible depuis le 1er juillet 1978, veille de la nationale (11,5 millions de titres).

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

LA NURIX - Le groupe de la Compagnie financière de France lance par le canal de la S.I.L.A., la S.I.C. une offre publique d'achat au prix de 38 F sur toutes les actions de la société La Nurix qui lui seront présentées avant le 30 septembre.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various indices and their values.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various indices and their values.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various indices and their values.

VALEURS

Large table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

VALEURS

Large table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

BOURSE DE PARIS - 25 Septembre - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: VALEURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

Compte tenu de la brièveté de la séance, les cours ont été publiés sur la base des cours de clôture de la veille.

COTE DES CHANGES

Table with columns: MARCHÉ OFFICIEL, COURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: MARCHÉ LIBRE DE L'OR, COURS, Cours précéd., Dernier cours. Lists gold market prices.

Les cours sont cotés en francs français.

Les cours sont cotés en francs français.

Les cours sont cotés en francs français.

Les cours sont cotés en francs français.

